

L'homme qui ignore son histoire passée s'ignore pour la vie

Lire texte de la page 6 à la page 10.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1643 | MARDI 12 AOÛT 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Suminwa II

Juste un léger remaniement ministériel

Les opposants mis sous pression extrême

Le Chef de l'État avait annoncé une équipe d'ouverture, resserrée devant passer sous les 50 membres. À l'arrivée, Suminwa II comprend 54 membres avec la Cheffe du Gouvernement, le chiffre de l'équipe précédente. On attendait l'arrivée de proches de l'ex-gouverneur milliardaire katangais Moïse Katumbi Chapwe, de l'ex-président Joseph Kabila, de l'opposant «historique de la vérité des urnes» Martin Fayulu Madidi. Aucun de ces visages dans l'équipe dévoilée dans la nuit de jeudi 7 août à vendredi 8 août à 01:30' du matin. Le 5 juin 2025 voire depuis la dernière campagne électorale de 2023, Fayulu avait semblé se rapprocher de la famille présidentielle par une poignée de main devant des télés échangée avec Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dans une salle de la CENI, la Centrale Électorale Nationale Indépendante, ensuite par une chaude accolade le 5 juin 2025 qui a fait le buzz dans les médias et dans l'opinion, et l'annonce du «camp de la Patrie» suivi un mois plus tard, le 2 juillet, par une autre accolade avec un autre opposant «radical», l'ex-Premier ministre PALU sous Joseph Kabila, Adolphe



Muzito Fumuntsi. Devenu l'un des opposants les plus durs de son «ex-frère», Muzito avait très mal avalé ces brusques retrouvailles après sept ans de tension extrême née après le chaos de de Genève mi-novembre 2018. Pourquoi Fayulu et les siens ont rétro-pédalé ? Pourquoi pas un Kabiliste, pas un Katumbiste n'a répondu présent à Suminwa II ? Aucun doute, la classe politique d'aujourd'hui est comme celle d'hier, gérée par l'extérieur. Autant Genève avait été planifiée par l'extérieur dans le cadre d'un projet politique, autant la perspective du dialogue est porté par des puissances qui tiennent à avoir un mot sur le Congo-Zaïre. Rien de nouveau sous le soleil. Tous investissent dans ce «dialogue entre Congolais» qui devra impérativement donner corps à un schéma. Suminwa II sur les traces de Samy Badibanga craché en plein vol, ce qui traumatisa le premier ministre du jour d'après Matata ? Cela rappelle les pires années de Mobutu poussé au départ par ses «amis occidentaux». Après Washington et Doha, après le Trump-Poutine sur l'Ukraine, à quoi le Congo va-t-il ressembler ? Certes tout est stratégie...
(Lire de la page 2 à la 4).



Un nouveau Vice-premier se joint aux cinq VPM restés en place

Le cabinet Suminwa II dévoilé dans la nuit de jeudi 7 août à vendredi 8 août 2025 par une ordonnance présidentielle lue à la télé, est composé de six Vice-premiers ministres, cinq reconduits et maintenus chacun à son poste, un fait son entrée. C'est l'ancien Premier ministre sous Kabila, l'ex-opposant radical Adolphe Muzitu Fumutshi qui retrouve le ministère du Budget qu'il avait occupé sous l'ancien premier ministre PALU, son mentor Antoine Gizenga Fundji avant de lui succéder du 10 octobre 2008 au 6 mars 2012. Ci-après.

Vice-Premiers ministres.

► Intérieur et Sécurité: Jacquemain Shabani Lukoo Bihango ;
► Transports, Voies de Communication et Désenclavement : Jean-Pierre Bemba Gombo ;
► Défense Nationale : Guy Kabombo Mwadiamvita ;
► Économie Nationale : Daniel Mukoko Samba ;
► Budget : Adolphe Muzito Fumutshi ;
► Fonction publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service public : Jean-Pierre Lihau Ebua Kalokola Monga Libana.

Ministres d'État.

► Plan et Coordination de l'Aide au Développement : Guylain Nyembo Mbweziza ;
► Affaires étrangères, Coopération étrangère et Diaspora : Thérèse Kayikwamba Wagner ;
► Agriculture et Sécurité alimentaire: Muhindo Nzangi Butondo ;
► Industrie : Aimé Boji Sangara Bama-nyirue ;
► Actions sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale : Ève Bazaiba Masudi ;
► Justice et Garde des Sceaux : Guillaume Ngefa Atondoko ;
► Hydrocarbures : Acacia Bandubola Mbongo ;
► Éducation Nationale et Nouvelle



Ci-ht, la Première ministre Judith Suminwa Tuluka. Ci-bas, les Vice-premiers ministres Intérieur, Sécurité Jacquemain Shabani, TransCom Jean-Pierre Bemba. DR.



Citoyenneté : Raïssa Malu Dinanga ;
► Urbanisme et Habitat : Alexis Gisaro Muvunyi ;
► Formation professionnelle : Marc Ekila Likombo ;
► Développement rural : Grégoire Mutshail ;
► Relations avec le Parlement : Guy Loando Mboyoy.

Ministres.

► Finances : Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi ;
► Santé Publique, Hygiène et Prévoyance sociale : Samuel Roger Kamba Mulamba ;
► Commerce Extérieur : Julien Paluku

Kahongya ;
► Environnement, Développement durable, Nouvelle Économie du Climat : Marie Nyange Ndambo ;
► Infrastructures et Travaux publics : John Banza Lunda ;
► Enseignement supérieur et universitaire, Recherche scientifique et Innovations : Marie-Thérèse Sombo Ayane Sali ;
► Emploi et Travail: Ferdinand Massamba wa Massamba ;
► Postes et Télécommunications : José Mpanda Kabangu ;
► Économie numérique : Augustin Kibassa Maliba ;



► Mines : Louis Kabamba Watum ;
► Ressources hydrauliques et Électricité: Aimé Molendo Sakombi ;
► Communication, Médias et Porteparole du Gouvernement : Patrick Muyaya Katembwe ;
► Aménagement du territoire : Jean-Lucien Bussa Tongba ;
► Entrepreneurat, Petites et Moyennes Entreprises : Justin Kalumba Mwana Ngongo ;
► Tourisme : Didier Manzenga Mukanzu ;
► Pêche et Élevage: Jean-Pierre Tshimanga Buana ;
► Culture, Arts, Patrimoine de la RDC :

Yolande Elebe Ma Ndembo ;
► Droits humains : Samuel Mbemba Kabuya Tanda ;
► Affaires foncières : Oneige N'Sele Mimpa ;
► Intégration régionale : Floribert Anzulin Isiloketshi ;
► Sports et Loisirs : Didier Budimbu Ntubunga ;
► Portefeuille : Julie Mbuyi Shiku ;
► Famille, Genre et Enfants : Micheline Ombaye Kalama ;
► Jeunesse et Éveil patriotique : Grâce Émie Kutino.

Ministres délégués.

► Près le ministre des



Ci-haut, le VPM à la Défense Guy Kabombo Mwadiamvita. DR.



Ci-haut, le VPM à l'Économie Nationale Daniel Mukoko Samba. DR.



Ci-haut, le VPM au Budget, l'ex-opposant Adolphe Muzito Fumutshi. DR.



Ci-haut, le VPM à la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau Ebua Kalokola. DR.

Affaires étrangères chargé de la Francophonie : Crispin Mbadu Phanzu ;
► Près le ministre de l'Environnement, chargé de l'Économie du Climat : Arlette Bahati Tito ;
► Près le ministre de l'Urbanisme et Habitat : Angèle Bangasa Yogo ;
► Près le ministre des Affaires sociales chargée des personnes vivant avec handicap : Irène Esambo Diata ;
► Près le ministre de la Défense nationale

chargé des Anciens combattants : Eliezer Thambwe.
Vice-ministres.
► Intérieur : Eugénie Tshiela Kamba ;
► Affaires étrangères: Noëlla Ayenagato Nakwipone ;
► Budget : Élysé Bokumwana Maposo ;
► Finances : Gracia Yamba Kazadi ;
► Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté : Théodore Kazadi Muayila ;
► Affaires coutumières : Mwami Jean-Baptiste Ndeze Katurebe.

Sur vingt-quatre ministres full, huit sont admis dans Suminwa II

Ni grand départ, ni grande entrée dans l'équipe Suminwa II rendue publique dans la nuit de jeudi 7 août à vendredi 8 août 2025. On attendait l'opposant Martin Fayulu Madidi qui s'était longtemps considéré comme l' élu de la présidentielle de 2018 annoncé cependant deuxième par la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante ainsi qu'aux résultats officiels entérinés par la Cour constitutionnelle. Candidat à la présidentielle de 2023, Fayulu finit troisième avec 4,92 % des voix. Ces derniers mois, l'opposant avait entrepris un rapprochement avec le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et l'a, le 5 juin 2025, officiellement rencontré au Palais de la Nation en dévoilant un projet de «camp de la Patrie» critiqué par des opposants proches de l'ancien président Joseph Kabila Kabange qui ont dénoncé «un deal surnois» mais ni lui, ni l'un de ses proches, n'a été cité dans la nouvelle équipe gouvernementale. «Aujourd'hui, Fayulu s'attaque à Nangaa, à Kabila, etc. Pourtant hier, c'est lui qui était l'opposant radical au régime et qui dénonçait tout ce qui a comme dérive dictatoriale et le chaos que traverse le pays. On le soupçonnait déjà depuis les dernières élections qu'il avait un deal avec Félix Tshisekedi, surtout son rétro-pédalage sur sa participation ou non aux élections», avait déclaré Ferdinand Kambere, l'un des proches de l'ancien président de la République.

Aucune figure non plus venue du PPRD-FCC, le camp de l'an-



Ci-haut, la Première ministre, Chef du Gouvernement Judith Suminwa Tuluka. DR.

cien président. Tous attendraient la tenue d'un dialogue dont le principe semble faire l'unanimité jour après jour. «Voyez-vous quelqu'un qui a signé avec le FCC pour dénoncer le plan de contournement de Félix Tshisekedi, de ce qui lui est demandé d'organiser un dialogue national et inclusif, lui-même Fayulu était l'initiateur. Aujourd'hui, il s'est complètement tourné même contre sa propre position et le régime Tshisekedi devient bon et c'est Kabila qui devient le diable», avait par ailleurs commenté Kambere accusant Fayulu de vouloir intégrer le gouvernement d'union nationale. «Fayulu nous parle aujourd'hui de la création d'un «camp de la patrie» juste après sa rencontre avec Félix Tshisekedi. Donc ceux qui ne réfléchissent pas comme Tshisekedi deviennent des traîtres ? Pourtant, après le refus de sa proposition de dialogue, c'est lui qui soutenait «le pacte social» de la CÉNCO et de l'ÉCC. Alors, ce revirement, on a compris que c'était juste un positionnement. Les gens de l'ECIDé ont peut-être besoin de ce gouvernement d'union nationale qu'on a tous refusé

dans le dernier communiqué de l'opposition, car ce n'est pas ça qui va résoudre la crise», avait poursuivi le pro-Kabila.

JUSTE UN LÉGER REMANIEMENT.

Au lendemain de la publication de Suminwa II, Prince Epenge, le porte-parole de la coalition Lamuka (de Fayulu), a dénoncé une stratégie «suicidaire» de retard dans les initiatives de paix. «Nous avons dit non par patriotisme et conviction», a-t-il déclaré sur des médias. Rodrigue Ramazani, du parti d'un autre opposant, Delly Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, estime que sans dialogue sincère et réformes consensuelles, «le remaniement ne sera qu'un coup de peinture sur un mur qui s'écroule». Si le président de la République avait promis une équipe resserrée et ouverte, à l'arrivée, rien de tel. L'équipe Suminwa II compte cinquante-trois membres et si on y ajoute la Cheffe du Gouvernement elle-même, le chiffre est porté à cinquante-quatre, ce qui rencontre la précédente équipe mise en place au lendemain de la réélection du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la ma-

gistrature suprême quand le Chef de l'État avait annoncé une équipe de moins de 50 membres. Dans les détails, quinze noms ont fait leur entrée, vingt-et-un ont été reconduits, dix-sept reconduits mais changent de poste. Les femmes composent le tiers de cette équipe.

Si Suminwa II compte six Vice-premiers ministres, cinq ont été reconduits et gardent leurs postes, un nom fait son entrée, l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito Fumutshi qui était à ce jour député national. Parmi les ministres d'État, une seule nouvelle figure sur les douze fait son entrée dans l'équipe. Il s'agit d'un ancien responsable des droits de l'homme des Nations Unies au Mali, expulsé de ce pays en 2023. Sous Mobutu, Guillaume Ngefa Atondoko avait dirigé une association africaine des droits de l'homme, Asadho en sigle. Ngefa est ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux. Quant aux ministres au total vingt-quatre, ceux qui font leur entrée sont au nombre de huit : Marie Nyange Ndambo (Environnement, Développement durable, Nouvelle Économie du Climat), John Banza Lunda

(Infrastructures et Travaux publics), Ferdinand Massamba wa Massamba (Emploi et Travail), José Mpanda Kabangu (Postes et Télécommunications, revient dans un Gouvernement sous Tshisekedi), Justin Kalumba Mwana Ngonzo (Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises jadis ministre des Transports et Communications de Matata sous Kabila), Floribert Anzulini Isiloketshi, l'ancien chef du mouvement Filimbi et ancien candidat à la présidentielle (Intégration régionale), Julie Mbuyi Shiku (Portefeuille), Micheline Ombaye Kalama (Famille, Genre et Enfants), Grâce Émie Kutino (Jeunesse et Éveil patriotique). Sur cinq ministres délégués, Suminwa II compte trois nouveaux. La fille du IIème Vice-président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, à savoir, Arlette Bahati Tito (ministre déléguée à l'Environnement, chargée de l'Économie du Climat), Angèle Basanga Yogo, (ministre déléguée près le ministre de l'Urbanisme et Habitat), Eliezer Ntambwe, (ministre délégué près le ministre de la Défense nationale). Suminwa II est un léger remaniement.

D. DADEI ■



Ci-haut Guillaume Ngefa, Justice. DR.



Ci-ht, Julie Mbuyi Shiku, Portefeuille. DR.



Marie Nyange Ndambo, Environnement. DR.

Deux chaudes accolades après une longue période de brouilles



Deux chaudes accolades avec deux opposants en moins d'un mois ces dernières semaines qui en disaient long sur la suite des événements. DR.

Deux chaudes accolades en moins d'un mois ces dernières semaines qui en disaient long sur la suite des événements. La première se produisit le jeudi 5 juin 2025. Ce fut avec l'opposant radical Martin Fayulu Madidi reçu en audience par le Président de la République au Palais de la Nation à Kinshasa, siège de la présidence de la République. Fayulu était accompagné d'une délégation de son parti politique, Engagement Citoyen pour le Développement, ECIDÉ. La deuxième accolade eut lieu le mercredi 2 juillet 2025. Ce fut avec un autre opposant aussi radical que le premier, l'ancien premier ministre sous Kabila, l'ex-PALU, Adolphe Muzito Fumutshi, reçu en audience par le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avec lui aussi une délégation de son parti politique Nouvel Elan mais cette fois, à la cité de l'Union Africaine, dans la salle des conseils de ministres.

Si Martin Fayulu Madidi avait déjà eu un échange public suivi d'une poi-

gnée de main avec le président de la République et Martin Fayulu, l'opposant irréductible, qui était certes naturelle, ne pouvait être sans suite. Muzito se mit à l'ouvrage...
Et, mercredi 2 juillet 2025, quand son tour arriva, alors que dans la salle du Conseil des ministres, l'ancien premier ministre se trouvait en position debout de l'autre côté du banc qui sert de table lors des réunions du conseil des ministres, il déploya tout son courage pour attirer le président de la République vers lui, se réservant à son tour, mieux, arrachant une chaude accolade publique devant les caméras. Désormais, Fayulu ne menait plus au score. La rencontre de Fayulu au Palais de la Nation, sollicitée par le leader du parti politique ECIDÉ, s'était déroulée «dans une atmosphère conviviale, visant à renforcer la cohésion nationale», avait écrit sur son compte X (Twitter), la porte-parole du président de la République, Tina Salama. Dans une vidéo publiée trois jours avant, le 2 juin, sur les réseaux sociaux, Martin Fayulu avait appelé au dialogue et à un «sursaut d'honneur» en vue de «préserver l'unité et l'intégrité du pays» face à l'agres-

l'accolade du 5 juin entre le président de la République et Martin Fayulu, l'opposant irréductible, qui était certes naturelle, ne pouvait être sans suite. Muzito se mit à l'ouvrage...

FAYULU NE MENAIT PLUS AU SCORE.

Et, mercredi 2 juillet 2025, quand son tour arriva, alors que dans la salle du Conseil des ministres, l'ancien premier ministre se trouvait en position debout de l'autre côté du banc qui sert de table lors des réunions du conseil des ministres, il déploya tout son courage pour attirer le président de la République vers lui, se réservant à son tour, mieux, arrachant une chaude accolade publique devant les caméras. Désormais, Fayulu ne menait plus au score. La rencontre de Fayulu au Palais de la Nation, sollicitée par le leader du parti politique ECIDÉ, s'était déroulée «dans une atmosphère conviviale, visant à renforcer la cohésion nationale», avait écrit sur son compte X (Twitter), la porte-parole du président de la République, Tina Salama. Dans une vidéo publiée trois jours avant, le 2 juin, sur les réseaux sociaux, Martin Fayulu avait appelé au dialogue et à un «sursaut d'honneur» en vue de «préserver l'unité et l'intégrité du pays» face à l'agres-

sion des soldats rwandais et leurs supplétifs M23-AFC.

Il avait estimé que le Congo traverse une «crise existentielle», faisant face à un risque imminent de balkanisation. Il avait décrit la situation actuelle du Congo comme «l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du pays», faisant allusion à la crise sécuritaire qui sévit dans l'Est du pays. Il avait ouvertement accusé le groupe rebelle Alliance Fleuve Congo/Mouvement M-23, soutenu par le Rwanda, d'occuper des pans entiers des provinces du Nord et du Sud-Kivu, outre les villes de Goma et Bukavu.

Puis d'interpeller trois acteurs politiques qu'il estimait capables de jouer un rôle dans la résolution de cette crise : Corneille Nangaa Yobeluo, Joseph Kabila Kabange et Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Vint l'appel à l'ensemble du peuple congolais, l'invitant à œuvrer pour la cohésion nationale. Si l'initiative de Fayulu fut critiquée dans le camp de l'ancien président Kabila dont la présence dans les deux Kivu, à Goma et à Bukavu, outre ses déclarations, était unanimement mal vue à Kinshasa, pour Muzito, le temps était désormais compté. Il n'était plus question de laisser la place à son «ex-frère». Muzito tenta alors le tout pour le tout, allant

jusqu'à forcer la porte, introduisant à son tour une demande d'audience. La date fut fixée, le mercredi 2 juillet.

À l'issue de la rencontre avec le Chef de l'État, l'ancien premier ministre y résolut de faire mieux que Fayulu.

Il y alla droit au but. Si le 5 juin, «l'homme de la vérité des urnes» avait appelé à la mise sur pied d'un «camp de la Patrie», Muzito affirma sa disponibilité à prendre part à un gouvernement d'union nationale.

«J'ai donné ma position pour dire que j'étais disposé à participer à la formation du gouvernement. Pour moi, il est important que mes idées soient prises en compte dans la mesure du possible», avait déclaré l'ancien premier ministre. Muzito qui fut, dans une autre vie, inspecteur des Finances, qui avait publié une série de textes dans des médias locaux, se présentait comme disposant de solutions idoines devant tirer vers le haut l'économie du pays. Il profita de cette rencontre pour présenter au Chef de l'État nombre de projets de réformes.

«J'ai proposé que le Président de la République voie la possibilité d'organiser un dialogue aujourd'hui ou demain. Mais, le plus important est qu'il engage des réformes importantes qui permettent de faire avancer le pays», avait déclaré l'ancien premier

ministre aux médias à l'issue de l'audience. Muzito y alla jusqu'à saluer incroyablement «les performances réalisées par la présidente Tshisekedi».

«Mon parti et moi l'avons d'abord remercié pour les performances réalisées. De manière générale, on le critiquait qu'il voyageait beaucoup à l'étranger. Aujourd'hui, les résultats sont là, à savoir : qu'il a réussi à faire connaître à la communauté internationale que le Rwanda est le pays agresseur du Congo à travers ses rébellions. (Ajouter à cela) la signature, sous l'égide des États-Unis, d'un accord qui contraint le Rwanda et les rebelles de se retirer du territoire congolais».

Adolphe Muzito ne voulait pas s'arrêter en si bon chemin. Allant jusqu'à déclarer devant les médias avoir salué «le leadership du Président de la République pour le contrat économique en vue entre le Congo et les États-Unis d'Amérique. «Ce qui hier était pillé par le Rwanda comme tout simplement un sous-traitant, désormais le Congo va l'exploiter avec tous les pays du monde, et principalement les États-Unis», a-t-il poursuivi, estimant qu'«il est normal que cet accord soit l'objet de critiques de la part des citoyens et nécessite des explications du gouvernement».

ALUNGA MBUWA ■

Jamais l'ex-Bas Zaïre n'avait autant été reconnu à Kinshasa

Nul ne les connaît tous. Lui les connaît tous. Nul ne les connaît tous mieux. Lui les connaît tous mieux. Prenons le cas d'une campagne électorale, la dernière en date. Celle du 20 décembre 2023.

Compté par exemple parmi l'un des cadres de l'Udps les plus marginalisés à ce jour, Jacquemain Shabani Lukoo Bihango fut co-directeur de campagne de l'élection présidentielle du 20 novembre 2023 pour le candidat n°20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Originaire de la province du Nord-Kivu, il est Vice-premier ministre en charge de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières dans l'équipe constituée au lendemain de la victoire. C'est-à-dire, deuxième personnage du Gouvernement Suminwa Tuluka.

JAMAIS AUSSI PRIS EN COMPTE. Acacia Bandubola Mbongo fut l'autre co-directeur de campagne de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Elle est ministre d'État en charge des Affaires foncières. André Wameso Nkualoloki alias Lolo fut un autre personnage clé de cette campagne du candidat n°20. Il avait été longtemps DirCaba (Directeur de cabinet Adjoint) du bureau du Président de la République en charge des questions économiques et financières. Depuis mercredi 23 juillet 2025, cet ancien banquier qui passe pour un technocrate rigoureux, expert reconnu en macroéconomie et gestion publique, a été propulsé, par une ordonnance présidentielle lue sur la Rtcn, Gouverneur de la Banque Centrale où il est appelé à jouer un rôle clé dans la stabilisation de la monnaie nationale CDF face aux devises étrangères en appliquant autant que



En haut, Judith Suminwa Tuluka, Première ministre, Cheffe du Gouvernement, André Wameso Nkualoloki, DirCaba du Chef de l'État, nommé le 23 juillet 2025 Gouverneur de la Banque Centrale. DR.



En haut, Jean-Pierre Kiwakana Kimayala, président du Conseil économique et social et Daniel Mukoko Samba, Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale. DR.



En haut, Firmin Mvonde Mambu, Procureur Général près la Cour de cassation et Didier Budimbu Ntubuanga, aux Hydrocarbures, aux Sports et Loisirs. Ci-bas, Crispin Mbadu Phanzu, à l'Urbanisme et Habitat. DR.



possible une vision, celle du Gouvernement de la République. Un autre personnage qui figurait sur la liste d'une dizaine

de membres de cette campagne composée de soixante-quatre personnes dont onze femmes est le professeur Daniel Mukoko Samba. Il est sous

Suminwa Tuluka Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale et président de la Commission éconómico-financière de

l'équipe gouvernementale. Daniel Mukoko Samba et André Wameso Nkualoloki sont originaires tous les deux du Kongo Central, la province dont la Première ministre, cheffe du gouvernement, Judith Suminwa Tuluka, est issue. À ce jour, l'espace n'avait jamais été aussi pris en compte par un pouvoir à Kinshasa, n'avait jamais été aussi loin dans la gestion des postes stratégiques. Le Kongo Central hier Bas-Congo, Bas-Zaïre qui certes est compté parmi les provinces qui ont le

plus mobilisé et le plus massivement voté pour le candidat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle du 20 décembre 2023, pèse désormais lourd sur l'échiquier politique national. Outre la Primature, l'Économie nationale et la Banque Centrale, cet espace géopolitique de l'Ouest occupe aussi d'autres postes stratégiques dans la capitale, le Conseil économique et social présidé par Jean-Pierre Kiwakana Kimayala, le parquet général près la Cour de cassation dont le Procureur général est Firmin Mvonde Mambu. Il y a un ministre de l'Urbanisme et Habitat Crispin Mbadu Phanzu, un ministre des Sports, Didier Budimbu Ntubuanga, un ancien ministre des Affaires étrangères sous Kabila de juin 2003 à juillet 2004, Antoine Ghonda Mangalibi, désormais ambassadeur itinérant de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, un homme d'affaires de premier ordre, présent dans divers secteurs, le transport, le commerce, l'hôtellerie, l'exploitation minière, cité comme exemple de réussite entrepreneuriale dans le pays, Jean Lengo-Diandinga (Ledya du nom de son holding, le Groupe Ledya), reconnu par le magazine américain Forbes Africa comme Meilleur Entrepreneur Modèle de l'Année. Qui n'aurait pas atteint ce sommet sans une vision, sans l'accompagnement du pouvoir à

Kinshasa, etc.

DÉBATS MAIS PROVINCE.

Qu'en dire ? Accusé souvent d'oubli, qualifié par certains d'ingrat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est, nul doute, tout le contraire. Le président de la République n'oublie ni les bienfaits (les services rendus), ni les talents (les compétences) de ceux qui, hier, ont été à ses côtés et lui sont restés fidèles et loyaux.

Certes, comme ailleurs dans d'autres provinces du pays, le Kongo Central n'est pas exempt de querelles internes entre ses trois districts - Bas-Fleuve (Bayombe, qui qu'irrigue l'Atlantique, fut le premier espace du pays à voir débarquer l'homme blanc (la civilisation) et donna au pays le premier président de la République Joseph Kasavubu), Cataractes, Lukaya -, le Bas-Fleuve Bayombe qui continue à porter à la tête de la province ses fils comme gouverneurs (César Tsasa-di-Ntumba, Jacques Mbadu Nsitu, Mbatshi Batshia, Deo Nkusu Kunzi Bikawa, Jacques Mbadu Nsitu) et qui barrerait la route à ceux venus d'ailleurs, des Cataractes ou de Lukaya. Ce qui arriva au gouverneur des Cataractes (Mbanza-Ngungu) Atou Matubuana Nkuluki. Reste que face à des enjeux existentiels, l'ex-Bas-Zaïre a toujours voulu son unité quand d'autres provinces se sont morcelées en quatre ou cinq provinces, le Kongo Central est resté un et uni. Un exemple. Malgré tout un espace dont l'élite a une vision, recherche le bien général, sait avancer, mieux avancer. Cas du Grand Équateur dans le même Ouest quand le Grand Bandundu (le Kwilu) se lance, se tord la hanche, se perd des années durant dans le théâtre à la Watanabe, à l'Ipupa, tente plus tard de rétropédaler, sans convaincre. Dégâts immenses. Le Kwilu est géré ailleurs, par d'autres. L'heure a sonné.

D. DADEI ■

Jamais l'ex-Bas Zaïre n'avait autant été reconnu à Kinshasa

Lire article en page 5.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1642 | JEUDI 31 JUILLET 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Mémoire

Quand un dialogue se profile à l'horizon, revivons « le débat du siècle » avec TopCongo

Celui qui ignore son histoire s'ignore

Un message fort délivré le vendredi 27 novembre 2020, le jour d'après la fin d'une série de consultations menées par le Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, à Kinshasa. «Deux acteurs politiques majeurs» - l'expression est de Christian Lusakweno, le Directeur de la radio Top-Congo fm - sélectionnés pour ce Grand Débat qualifié de «débat du siècle». Face à Léonard She Okitundu Lundula, le stratège de première force du PPRD-FCC, le Parti du peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, le Front Commun pour le Peuple, parti au pouvoir, ancien Directeur de cabinet du président Joseph Kabila Kabange, plusieurs fois Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères, se dressait CACH avec le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, plusieurs fois ministre dont aux PTNTIC,



Deux «acteurs politiques majeurs» congolais s'étaient affrontés le 27 novembre 2020 en direct sur TopCongo fm lors du «débat du siècle» qui opposa CACH représenté par Tryphon Kin-kiey Mulumba (à g.), «l'un des trois ténors de la victoire à l'élection présidentielle de Félix Tshisekedi» du 30 décembre 2018 et le PPRD-FCC représenté par Léonard She Okitundu (à dr.). DR.



Postes, Téléphone, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication et aux Relations avec le Parlement, «l'un des trois ténors avec Vital Kamerhe Lwa Kanyingini Nkingi, de la victoire de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle de 2018» - l'expression est de Christian Lusakweno - mais qui n'était nullement associé à ces consultations présidentielles et donc aux objectifs qu'elles poursuivaient au final. Comment Tryphon Kin-kiey Mulumba allait se tirer de ce duel? Tout le pays attendait, son propre camp CACH en premier. Finalement, le stratège PPRD-FCC formellement désigné, qui était bien préparé, n'en a cru ses oreilles. Ni les millions d'auditeurs collés à la radio, à ce Grand Débat qui, selon certains rapportés par les médias, n'avait jamais eu lieu au Congo depuis la fin de Mobutu. Nul doute, comme à son habitude, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba avait été inspiré sans doute plus que jamais. Il a annoncé ce qui allait arriver. En clair, avec «leur CÉNI», la Commission Électorale Nationale Indépendante, le PPRD-FCC avait

(Suite à la page 6).

Matata Ponyo aurait été vu en Belgique

Lire article en page 3.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Ils attribuèrent une minorité au CACH suite à leurs calculs



À g., le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, CACH, à dr., Léonard She Okitundu, PPRD-FCC, les deux co-débatteurs du « débat du siècle » diffusé en direct le vendredi 27 novembre 2020, sélectionnés par le Directeur de TopCongo fm, Christian Lusakweno (ci-dessous) voulant aider les Congolais à anticiper sur les conclusions qu'allait tirer le Chef de l'État de ses consultations clôturées la veille jeudi 26 novembre 2020. DR.

(Suite de la page 1).

monté une stratégie de cohabitation en s'octroyant une majorité de type stalinien afin que le pouvoir honni reste au pouvoir, quoi qu'il en coûte. Une majorité parlementaire écrasante et, du coup, le pouvoir exécutif. Le PPRD-FCC avait accepté de concéder au candidat CACH, le Cap pour le Changement, une présidence de la République de représentation, d'inauguration des chrysanthèmes. Les stratégies hors pair du PPRD-FCC avaient donc fabriqué leurs députés. Objectif : anéantir la présidence de la République et se préparer au retour au pouvoir aux élections à venir. « Mais j'entrevois, et j'en suis convaincu, un basculement, dans les prochains jours, de cette majorité en papier avec le départ en grand nombre de ces députés fabriqués, ce qui conduira à la destitution du bureau de l'Assemblée nationale et, du coup, à la chute du Premier ministre et de son gouvernement. En fait, les stratégies du PPRD-FCC avaient oublié qu'ils avaient affaire au fils du Sphinx », avait conclu avec force, tel un prophète, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba laissant son co-débatteur et les millions d'auditeurs abasourdis. C'est ce qui arriva avec netteté peu après. La

majorité qui bascula, le gouvernement qui s'en alla !

Le Congo (ex-Zaïre) est-il à la veille d'un nouveau cycle fait de dialogues, et donc de consultations ? Tout le laisse croire. À quels résultats faut-il s'attendre et se préparer d'ores et déjà ? Seuls de fins stratèges politiques s'aventureraient à donner des pistes, à éclairer des voies, sans courir trop de risques. L'ex-Zaïre dispose-t-il des intelligences pour ce faire ? L'extérieur qui regarde le Congo a une réponse et la larme à l'œil ! En dépit des richesses surdimensionnées dont regorge le pays, qui firent dire à Frantz Fanon que « l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo », l'ex-Zaïre impi-toyablement piégé par des puissances planétaires occultes, n'arrive pas, suite à l'absence d'une vision éclairée partagée, à un consensus ou de l'élite politique mais vante constamment liberté sinon libertinage quand ailleurs tout est calibré et tout marche et avance. Que des insultes entendues hier via des médias créés, possédés, stipendiés ! Que des rétropédalages attendus ou inattendus ! Quel prix pour le Congo ? « Un peuple qui ne connaît pas son histoire passée, ses origines et sa culture est un arbre sans racines », a pensé le Jamaïcain précurseur du panafricanisme Marcus Mosiah Garvey. Ce peuple a perdu de ce fait tout contrôle de sa vie ! Il y a quatre ans, le



vendredi 27 novembre 2020, la radio commerciale congolaise la mieux inspirée, la plus professionnelle et certainement la plus écoutée du pays, TopCongo fm, organisait un débat - le Grand Débat de TopCongo - présenté comme « le débat du siècle ». La radio avait trouvé un débatteur côté FCC, Léonard She Okitundu Lundula, co-fondateur du PPRD, le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, ancien ministre des Droits humains (1999-2000), ancien ambassadeur itinérant du président de la République (1997-1999, 2004-2005), ancien Vice-premier ministre en charge des Affaires étrangères (1916-2019, 2001-2003, 2000-2001), ancien directeur de

cabinet de Joseph Kabila, l'un des hommes forts du régime Kabila au cœur et au centre des stratégies d'alors, mais TopCongo fm avait cherché un co-débatteur aux affaires côté CACH sans en trouver un. Très professionnel, voulant garder son media sur le toit de la maison, Christian Lusakweno, le directeur de TopCongo, tente le tout pour le tout, jette son dévolu sur « le troisième homme du CACH, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba ». Surpris, kkmtry fait part de ses réserves sur un sujet qui ne l'avait pas impliqué, cela n'empêche pas Lusakweno de lancer son jingle, l'annonce légendaire de son programme. Tryphon Kin-kiey Mulumba est piégé ! Que faire ? Lusakweno

monte la pression sur le toit de la maison. She Okitundu est sur le plateau. Face à l'ancien diplomate clé du régime Kabila, le directeur de TopCongo annonce qu'il n'attend que le co-débatteur de CACH. « Viendra-t-il ? Viendra pas ? » La nouvelle fait le buzz, portée à l'oreille de kkm qui comprend qu'à ce stade, il n'a plus le choix. Un petit coup de fil formel à « l'homme organe » - « le tomatier » Kitemenge Yezu - pour s'assurer de l'opportunité du programme et celui-ci au cœur de la stratégie politique en cours n'y trouve aucun inconvénient et demande à kkm (kkmtry) d'y aller sans lui souffler un mot sur ce qui se prépare à la Cité de l'Union Africaine ou au Palais de la Nation quand kkm (kkmtry) rejoint le couple She-Lusakweno déjà assis en studio. Incroyable résultat : l'audience au maximum unanime. L'homme du CACH a emporté la partie. Revivre ce moment permet de retrouver son histoire, ses racines, de savoir qui on est, d'où l'on vient. Cela aide à se connaître, à se reconnaître. Plus que jamais surtout que le dialogue et les consultations s'annoncent. Extraits.

De l'avis général, le leader du Parti pour l'Action, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'a emporté dans un débat resté historique face au Sénateur She Okitundu, membre du FCC et ancien Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères. Il avait tout annoncé et c'est ce qui est arrivé peu

après même l'effondrement du FCC, le Front Commun pour le Congo, de l'ex-président Joseph Kabila. Aussitôt après l'émission, la toile s'est enflammée. De l'avis général, le leader du Parti pour l'Action, l'homme fort de Masimanimba l'a emporté. Pour emprunter à la boxe, on a frôlé le K.O. Mais l'opinion publique, dans son rôle d'arbitre, a compté les points. Et les uppercuts de Tryphon Kin-kiey Mulumba ont fait pencher la balance du côté du leader du parti du Crabe. KKM, comme l'appellent si affectueusement ses partisans, a su défendre les couleurs du CACH à un moment décisif. Tryphon Kin-kiey Mulumba qui est à la fois à la réserve de la République et sur le banc de réserve côté CACH, est monté sur le terrain tel ce joueur que l'entraîneur utilise pour changer la physionomie d'un match. Coaching payant parce que KKM (kkmtry) n'a pas raté son objectif. Face à She Okitundu, l'autorité morale du P.A. défend Fatshi, les arguments béton à l'appui. Tryphon Kin-kiey Mulumba, très applaudi sur les réseaux sociaux et dans l'opinion publique, met en avant les intérêts du peuple et de la Nation face au juridisme des FCC. Trêve de commentaires. À la demande générale, « Forum des As » publie de larges extraits de ce débat. D'abord, disons-le tout de go, jamais depuis les années Mobutu, on n'avait eu droit à un débat d'une telle qualité.

(Suite à la page 7).

J'entrevois un basculement de nombre de leurs députés



Les acteurs majeurs de la scène politique congolaise : à g., le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba du CACH, à dr., Léonard She Okitundu alors du PPRD-FCC, les deux co-débatteurs du « débat du siècle » diffusé en direct le vendredi 27 novembre 2020, sélectionnés par le Directeur de TopCongo fm, Christian Lusakweno voulant aider les Congolais à anticiper sur les conclusions que le Président de la République allait tirer de ses consultations clôturées la veille jeudi 26 novembre 2020. DR.

(Suite de la page 6).

Christian L : Qu'attend le FCC des consultations et du discours présidentiel annoncé ?

She Okitundu : Merci d'abord de m'avoir invité à cette émission pour débattre avec mon cher ami Tryphon Kin-kiey Mulumba de la situation politique dans notre pays particulièrement après l'initiative prise par le Chef de l'État de procéder à des consultations pour voir, d'après lui, comment assurer une union sacrée qui permet de résoudre la crise latente que nous vivons actuellement dans notre pays. Vous demandez ce qu'attend le FCC, je dirais tout simplement que l'initiative a été prise par le Chef de l'État et c'est le Président de la République, au terme de ses consultations, qui devra nous dire, maintenant qu'il a écouté presque autant de monde qu'il a voulu, quelle conséquence il veut en tirer. Au fait, la balle est dans le camp peut-être de mon co-débatteur, parce que c'est lui qui représente le CACH (Cap pour le Changement, ndlr) et, quelque part, le Président de la République. C'est donc au CACH de nous dire qu'est-ce qu'ils veulent tirer comme conséquence de ces consultations.

Christian : Vous ne craignez rien au FCC, puisque vous

n'étiez pas de ces consultations? Vous n'avez pas idée de ce qu'il pourrait avancer, parce que cette coalition existe toujours?

She : Pour nous, la coalition existe toujours parce qu'elle n'a pas été formellement rompue. Je pense que la coalition a été formée entre le président de la République en fonction et son prédécesseur en tant que chef de la majorité parlementaire. Et comme vous le savez, pour ne pas entrer dans le fond du problème, à l'époque, le contexte qui prévalait à l'époque, justifiait qu'au lieu de lever l'option pour la cohabitation, parce qu'il y avait discordance entre la majorité parlementaire et la majorité présidentielle, on aurait pu vivre ici, pour la première fois, une cohabitation. Mais, voyant le caractère conflictogène de la cohabitation, il y a eu entente entre les deux responsables politiques de plutôt œuvrer dans une coalition qui constituait un contrat de gouvernement, et nous avons accepté au sein du FCC, d'associer les ministres CACH au Gouvernement. C'était ça dans notre entendement. Mais l'association des ministres CACH au Gouvernement devait se faire dans le respect de la Constitution. C'est-à-dire que la Constitution de 2006 a instauré dans notre pays un régime parlementaire. Donc, dès lors qu'il y a discordance de majorité,

inévitablement, la réalité du pouvoir appartient au chef du Gouvernement qui représente la majorité parlementaire au sein du bicéphalisme qu'il y a à l'Exécutif. Nous avons préféré la coalition. C'est pour cette raison que nous aurions voulu qu'avant que le Chef de l'État annonçât son initiative de procéder aux consultations, on aurait pu débattre de ce problème au sein de la coalition avant de l'annoncer. Tel n'a pas été le cas. Nous avons été surpris comme tout le monde par la presse. Jusqu'à présent, la coalition demeure, parce que le Chef de l'État n'a pas encore annoncé son retrait de la coalition. C'est au président de la République, initiateur de ces consultations, de nous dire quelle conséquence en tirer. J'ajouterais aussi qu'on a failli, en fin de compte, nous résoudre de participer, mais il y a eu quelques couacs qui n'ont pas permis à ce que nous puissions participer à ces consultations. Donc, pour l'instant, je crois que c'est mon contradicteur qui peut nous dire exactement, ou même essayer de nous dire ce que le Chef de l'État voudrait tirer comme conséquence par rapport à ces consultations qui ont pris fin hier.

Christian : Même question Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba...

Kin-kiey : Bien, écoutez,

Christian. Je vous remercie d'abord de m'avoir associé à ce débat. Deux fondamentaux. D'abord, j'ignore ce que dira le Président de la République le jour où il décidera de prendre la parole pour s'adresser à son peuple. J'ignore. Je ne suis pas celui qui écoute aux portes du Président de la République. Je n'ai jamais rencontré le Chef de l'État pour parler consultations avant son adresse du 23 octobre. La dernière fois que j'ai rencontré le président de la République, c'était au mois de février - vous y étiez Christian - à Washington. Rassurez-vous Christian, même si je savais ce que dirait le Président de la République, je ne viendrais certainement pas le répéter ici. Ça c'est le premier fondamental. Le deuxième, on m'appelle ici co-débatteur. Cette émission, journalistiquement parlant, n'est pas un débat. Un débat aurait pu avoir lieu si le Président de la République avait déjà levé l'option et qu'on se retrouverait ici pour débattre de cette option. Nous sommes dans une sorte d'émission qui s'apparente à la présentation d'hypothèses que pourrait lever le Président de la République. C'est vrai, les consultations font débat. Voire grand débat dans l'opinion nationale et à l'international. Il faut savoir que lorsque toutes les options seront sur la table du Président de la République, comme tout Chef de l'État, tout res-

ponsable, il va s'isoler, prendre de la hauteur, et voir quelle option il pourrait lever. Il sera seul devant sa conscience. Personne, même pas un collaborateur, ne pourra lui dire ce qu'il faut faire. Et d'ailleurs, dans son discours du 23 octobre, il a dit qu'il n'excluait aucune hypothèse, aucun cas de figure. C'est-à-dire même la poursuite de cette fameuse coalition que j'appelle moi cohabitation. On en parlera. Donc, à tout moment, le Président de la République peut surprendre ses collaborateurs. Rappelez-vous Mobutu lors de ses consultations, un certain 24 avril 1990. Alors que 80% des Congolais, Zaïrois à l'époque, avaient opté pour la poursuite du MPR, lui a préféré écouter la minorité et ouvrir le pays au multipartisme. Seul devant sa conscience, Mobutu l'a fait ! Alors, qu'est-ce que le Président Félix Tshisekedi dira le jour où il décidera de prendre la parole ? Je n'en sais rien. Mais il est vrai que Mobutu, en annonçant ce multipartisme, j'imagine Christian que vous étiez à la Cité de la N'Sele - moi j'y étais - contrairement à ce que l'on imaginait, il a eu droit à une sorte de standing ovation. Tout le MPR (Mouvement Populaire de la Révolution, ndlr) s'est mis debout pour l'applaudir, alors que le MPR disparaissait. Cela veut dire quoi ? Que le Président de la République avait écouté

la majorité silencieuse. Et je suis convaincu qu'aujourd'hui, le Président Tshisekedi, après la grande annonce qu'il a faite, après l'immense attente de la population, va écouter la majorité. Voilà ce que je peux vous dire.

Christian : Vous-même, étiez à ces consultations. Vous-même, plusieurs fois, avez eu à faire des déclarations, invitant le président de la République à reprendre le contrôle du Gouvernement. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba du CACH, notable du Grand Bandundu, souhaite donc que le Gouvernement changeât de mains et que cette coalition n'existe plus ?

Kin-kiey : Je ne sais pas, j'ai jamais dit ça Christian. Je suis prudent dans mes prises de parole pour me permettre de dire ça. Le problème ici, c'est encore l'un des fondamentaux : les élections. Tout est parti des élections. Il y a eu deux volets : la présidentielle qui nous a donné un président élu. Shadary, le candidat qu'a soutenu mon ami d'en face, a concédé. Eh bien, pour les autres, que ce soit les Kikuni, les Ifoku... tous ont concédé. Sauf un : Fayulu. Mais, tous les soutiens de Fayulu ont concédé : Moïse Katumbi, Jean-Pierre

(Suite à la page 8).

Les stratèges PPRD-FCC avaient fabriqué leurs députés

(Suite de la page 7).

Bemba, Freddy Matungulu, Nyamwisi Muvingi, tous ont concédé. Sauf un : Muzito. Et pourquoi celui-ci n'a pas concédé? Il y a des gens comme ça qui peuvent se placer dans une stratégie de martyrisation. En clair, la présidentielle a été une élection de cœur. Le Congo a élu un homme, Félix Tshisekedi parce qu'une élection finalement, c'est la paix qu'elle apporte le lendemain. L'élection n'a de valeur que le lendemain. Lorsqu'il y a une guerre civile, ce n'est pas une élection. Lorsqu'il y a la paix comme nous la vivons aujourd'hui - je dis bien aujourd'hui, au lendemain de ces scrutins - la paix de cœur, c'est une élection parfaite. Par contre, les législatives, parlons-en. C'est là où il y a eu des problèmes. Christian, vous venez de dire que je suis du Bandundu. Oui, je vais parler de ce que j'ai vu personnellement au Bandundu. Et là, j'ai toute une histoire à raconter. Bandundu, Kwilu... Mais vous étiez le jour de la proclamation des résultats de ces législatives. Ce jour-là, on a appelé la province X, on a terminé avec les circonscriptions de cette province. On a appelé la province Y, on a terminé avec les circonscriptions de cette province Y. Arrive le tour du Kwilu. On prend une circonscription et on saute. On se retrouve dans une autre province, on proclame et puis, on revient sur le Kwilu. Le Kwilu était proclamé quatre, cinq, six fois. Euh! Du désordre parfait! On dit le crime n'est jamais parfait! Puis, eh bien, la proclamation terminée, ils lèvent la séance. Ils lèvent la séance! Tout le bureau qui proclamait lève la séance. Et c'est la salle qui hurle : «Masi-Manimba, Professeur Kin-kiey! Masi-Manimba, Professeur Kin-kiey!»! Le bureau se rassoie. Nangaa, le président de la CENI et président de céans, regarde son 1er vice-président Léonard Basengezi Kantintima. Basengezi le regarde. Nangaa regarde Élodie qui lisait des feuilles sorties des ordinateurs, Élodie le regarde, clairement gênée. Tout ça devant les caméras-télé, les écrans-télé et vous pouvez revoir ça. Le plus courageux d'entre eux c'est Basengezi qui, sans attendre et sans recevoir une quelconque instruction, déchire une feuille

de papier, se met, devant les caméras, à écrire les noms qui lui sortaient de son cerveau. Il prend la feuille, il la donne à Nangaa. Nangaa regarde le bout de feuille et sourit, en direct à la télévision, donne la feuille à Élodie. Élodie regarde et proclame ! Les élus de Masi-Manimba ont été proclamés comme ça ! Je dis : le crime n'est jamais parfait. Ça c'est un. Des problèmes aux législatives donc. Autre chose que je peux vous dire, Christian, puisque vous le rappelez. Quand on a commencé cette aventure démocratique, électorale, j'ai suivi par exemple, les pas du sénateur en face de moi. Il a souffert pour se faire élire. Il est passé d'une circonscription électorale à une autre. Il était même candidat plusieurs fois ici à Kinshasa. On a vu aussi des gens. Mayobo (Godefroid, ndlr) s'était présenté ici à Kinshasa en 2006. Il a été battu. Muzito aussi battu ici en 2006, comme Mayobo, à plate couture alors qu'on disait que Kinshasa était le fief du PALU. Les élections pour moi, les plus ouvertes, les plus démocratiques, étaient celles de 2006. Voici deux géants du PALU battus à plate couture à Kinshasa. Aux prochaines élections, ils se retrouvent tous les deux en province. L'un, Mayobo, va dans le Kwango alors qu'il est du Kwilu ; l'autre, Muzito, va à Kikwit alors qu'il aurait pu aller à Gungu, son territoire d'origine. Pourquoi ce chaos ? Ce que je voulais dire : en 2006, le PPRD n'a eu qu'un député. Aux élections suivantes en 2011, ils ont raflé la mise. Un triomphe. Et le 30 novembre 2018? Le plébiscite. Je me pose la question : le Kwilu a-t-il désormais des boulevards ? L'eau coule-t-elle partout ? L'électricité éclaire-t-elle tout le Kwilu ? Les hôpitaux, les écoles, etc., sont-ils érigés partout? Bref, comme je l'ai dit l'autre jour, le Kwilu s'est-il transformé en Dubaï pour que d'un député en 2006, la province puisse faire un triomphe au PPRD en 2011 puis faire ce plébiscite ? Rafler tout ! Le PPRD a tout raflé. Et, si vous allez aujourd'hui dans le Bandundu comme ailleurs dans cet espace, le pays a reculé deux cents ans en arrière. Kikwit aujourd'hui est une ville complètement abandonnée. Ce n'est même pas une ville. C'est un village. Les érosions sont partout. Cette situa-

tion n'est pas seulement en province. Même ici à Kinshasa, on la voit. J'habite Binza. Pour venir ici à votre radio, je dois traverser deux ou trois lacs. Les gens se déplacent sur des échasses dans la ville-province de Kinshasa. Quand il pleut, on tremblote parce qu'on va mourir. Voilà, le résultat économique, social d'un régime qui a raflé tout aux élections. Alors, nous avons donc un parlement dominé par le roc FCC. Que faire de la Nation ? On a un Président de la République qui a un contrat conclu avec le peuple congolais. Il fait quoi ? Il se contente d'inaugurer les chrysanthèmes encore qu'on ne le voit pas en train d'inaugurer les chrysanthèmes... Certes, Fayulu avait dit depuis Genève qu'il resterait Président de la République pendant deux ans s'il gagnait la présidentielle. Mais Tshisekedi a un mandat qui est un contrat. Qu'est-ce qu'il fait ? C'est le discours qu'il a tenu le 23 octobre. Il a demandé au PPRD-FCC de venir. Le PPRD-FCC aurait pu venir. Sa parole aurait été entendue. Le PPRD-FCC a préféré la politique de la chaise vide qui ne paie pas. Voilà ! Et aujourd'hui, le Président se retrouve là, sans avoir écouté le FCC. J'espère que d'ici là, comme il l'a dit, ces hommes et ces femmes du PPRD-FCC viendront à la rencontre du président ! Les portes ne sont pas fermées. Le PPRD-FCC viendra pour dire ce qu'il pense de cette initiative. Nous, nous ne parlons pas du Parlement parce que celui qui existe là-bas, est en contradiction avec la Nation, avec le Peuple. On va peut-être en parler.

Christian : Pour vous, le parlement tel qu'il est défini ne devrait plus être la boussole pour le Président Félix Tshisekedi ?
Kin-kiey : Écoutez, nous parlons de la souveraineté nationale. La souveraineté nationale s'exprime par les représentants du peuple que sont les députés nationaux investis par le peuple souverain. Il va pouvoir s'exprimer. Et, aujourd'hui, quand on sent que ce parlement ne représente pas les intérêts du peuple, c'est le discours du Président de la République. Lisez-le. C'est un discours extraordinaire. J'ai le texte ici. Je peux donner lecture de ce discours de six minutes. Tout était dit. Et, aujourd'hui, le

Président de la République n'a pas du tout rejeté le PPRD-FCC. Au contraire, dans sa chute, il a dit : «Tous les cas de figure sont sur la table». En clair, il attend que le PPRD-FCC vienne. Mais le PPRD-FCC n'a pas voulu venir. Il a usé du chantage. Il a dit : «Nous ne venons pas». Mais il y a eu rupture avec la population. Que voulez-vous que le Président de la République fasse ?

Christian : Monsieur She Okitundu. Est-ce qu'aujourd'hui M. Kin-kiey n'a pas raison quand il dit que le président de la République est plus comptable du résultat à terme que nul autre acteur politique ?
She : Je voudrais d'abord dire à mon ami Tryphon que comparaison n'est pas raison. Il parle de Mobutu. Mobutu a agi dans le cadre d'une dictature. Actuellement, Félix Tshisekedi est dans le cadre d'une démocratie. Les réactions du président Mobutu ne peuvent pas être citées en exemple. (...) Ceci dit, il ne faut pas juger les élections à la carte. Il ne faut pas reconnaître une élection, non l'autre. La question des élections est derrière nous. Nous parlons aujourd'hui de la gestion du pays. Notre Constitution a instauré un régime parlementaire. L'ordonnance destituant l'Assemblée nationale est astreint au contresigne du Premier ministre. Le président de la République n'a pas vocation, conformément à la Constitution, de gouverner. Il a le pouvoir de veiller au respect de la Constitution, au fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Les pouvoirs que le président tient de l'article 69 de la Constitution ne sont pas exclusifs ; il a les pouvoirs qu'il ne peut exercer qu'avec justement la participation ou la collaboration du Premier ministre, chef du gouvernement (...).

Christian : Les pouvoirs du président de la République, qu'en dites-vous?
Kin-kiey : J'ai écouté religieusement le Sénateur. Nous avons un problème. Le Sénateur est en train de faire du juridisme alors que nous Congo faisons face à un pays qui n'existe pas. Est-ce que vous savez qu'on a aujourd'hui comme recette à la Banque centrale 600 millions de \$US? Ça ne fait même pas ce qu'a une banque de quartier

dans certains pays africains. Est-ce que vous savez aujourd'hui que l'État profond est tenu par le PPRD-FCC ? Pétrole, mines, cobalt, cuivre, coltan, agriculture, bois, bâtiment, etc., c'est le FCC. Toutes les grosses entreprises sont détenues par le FCC. Tous les contrats signés par le PPRD-FCC : Bukangalongzo, Immeuble Intelligent, Aéroport de Ndjili, TransCo, Congo Airways, Fibre optique, oui fibre optique, RVA-SA, OVD, Office des Routes, etc. Tous ces contrats c'est le FCC. L'argent est entre les mains du FCC. Qu'est-ce que le Président de la République qui a un contrat avec le peuple a entre ses mains, lui qui conduit un mandat dont vous connaissez la durée ? Voilà le problème. On fait du juridisme. Moi, j'aime bien les juristes, ils aiment bien faire bouger leurs commises des lèvres. Je dis : nous avons un problème. Comment faire? C'est la question que le Président de la République a posée. Il a un contrat, un programme qui a été présenté devant le peuple congolais via les députés. Aujourd'hui, nous n'avancions pas. Parlons élections. Il y a eu de gros, gros, gros problèmes dans ces élections-là. Et, aujourd'hui, nous nous trouvons face à un allié qui est expert dans des stratégies, qui est terrible dans des stratégies, dans des dossiers cogités dans des officines, on peut en parler. C'est quoi ? On leur concède la Présidence, et nous, on prend le Parlement. Ils savaient que le pouvoir c'est au Parlement et ils avaient passé le temps à lire la Constitution. Et ils ont dit : finalement par le Premier ministre, nous les tenons. Et donc, nous allons régner et gouverner avec le Premier ministre, et lui, Président de la République, sera là pour inaugurer les chrysanthèmes. Inacceptable ! Il a cité la France, je suis content. Il a cité la Constitution française, je suis content. Savez-vous comment la France est passée de la IVème à la Vème République ? Je connais l'histoire, parce que j'ai fait Science Pô à Paris-1 Sorbonne Panthéon. C'est le Général de Gaulle qui a décidé de ça. Pourquoi ? Parce qu'il faisait face à une crise majeure. Et, aujourd'hui, le Congo est face à une crise majeure. Le Président de la République a toute autorité pour faire bouger les lignes, et

je suis sûr qu'il va faire bouger les lignes.

Christian : Monsieur Kin-kiey, vous avez cité le Maréchal Mobutu. Vous citez maintenant le Général de Gaulle. Vous êtes le représentant du CACH. Est-ce que le Président Tshisekedi peut faire bouger les lignes ?
Kin-kiey : Je vous ai dit que je ne suis pas l'homme qui écoute aux portes du Président de la République. Je ne suis pas celui qui souffle à ses oreilles. Je ne me le permettrai pas. Je constate seulement qu'il y a une crise majeure. Il y a une rupture, une situation de cassure. Un peuple qui est cent mille fois plus pauvre aujourd'hui qu'hier. Et l'État profond tenu par le PPRD-FCC. Ils disent lui à la Présidence, et nous, nous nous organisons pour 2023, et on revient au pouvoir. Christian, parlons Congo. Le Président de la République a dit quoi ? Il a dit que chaque année 2 millions de jeunes congolais naissent dans ce pays, qui viennent s'ajouter à une population qui dépasse déjà 85 voire 90 millions d'habitants. Qu'est-ce que nous avons aujourd'hui dans ce pays? Quand on voit comment des gens ont tout dans leurs mains, il faut faire bouger les lignes. Je pense que c'est l'un des leurs, Luzolo Bambi, qui parlait à l'époque de 15 milliards de \$US qui partent chaque année en fumée. Il y a l'Inspection Générale des Finances qui est en train de suivre, qui fait du bon travail, mais on la critique. L'homme de la RVA-SA est en prison, celui de l'Office des Routes s'en est tiré... Faisons faire l'audit pour que notre Trésor public puisse disposer de 15-20 milliards de \$US. Est-ce que vous savez que ce pays aujourd'hui se trouve en cessation de paiement? Il ne peut même pas envoyer un ministre en mission officielle à l'étranger. Dites-moi, dans la sous-région, quel pays se trouve devant cette situation ? On a 600 millions de \$US, et puis on va se contenter d'un Parlement fabriqué? Il faut des réformes. Au Sénégal, on a fait des réformes, le Sénat a été supprimé! Il faut faire comment? La Constitution est là. Le pouvoir revient au Président de la République. On ne bloque pas

(Suite à la page 9).

Ils avaient malheureusement oublié qu'ils avaient face à eux le fils du Sphinx

(Suite de la page 8).

le Premier ministre, très bien. Mais le peuple est là. Donc ne faisons pas le juridisme, voyons en face le problème des Congolais. Parce que tous on est comptable de cette situation. Si ça barde aujourd'hui, le Sénateur She Okitundu qui habite la Gombe va passer le fleuve ou il va escalader le mur. Je ne lui souhaite pas ça et je ne me souhaite pas ça. C'est pour cela qu'il nous faut nous asseoir ensemble et trouver les réponses pour ce pays, pour ce peuple.

Christian : Ensemble avec le FCC?

Kin-kiey : Oui, et je regrette qu'ils fassent la politique de la chaise vide. Ce qui correspond à du chantage. On ne peut pas faire du chantage au Président de la République, qui fait face à une situation de crise. C'est inacceptable.

Christian : Monsieur She Okitundu, stop au juridisme, le Président appelle à des résultats. Vous parlez d'un programme commun avec le CACH, aujourd'hui est-ce que le FCC peut se dire, contredisant le Président de la République, que cette coalition marche?

She : Tryphon a fait allusion au Général de Gaulle. La grande particularité qui a été reconnue au Général de Gaulle c'est de fonder la Vème République, c'est de consulter le peuple, le référendum ou la dissolution.

Kin-kiey : Je suis pour le référendum.

She : Je vous rappelle, la particularité du Général de Gaulle, c'était de consulter l'arbitre suprême, le peuple. C'est comme ça qu'il a fondé la Vème République.

Christian : Il a changé la Constitution, on peut envisager aujourd'hui le changement de la Constitution ?

She : Il a consulté le peuple. C'est pour ça que nous avons dit, si on ne veut plus du cadre actuel dans lequel nous évoluons, nous pouvons consulter le peuple, élections générales. C'est-à-dire élections présidentielles et législatives. Comme ça le peuple tranche une fois pour toutes tout à fait clairement. Nous n'avons pas dit que le Président devait inaugurer les chrysanthèmes. Faire référence à la Constitution ne veut pas dire faire du juridisme. La Constitution c'est la loi fondamentale.



Les «acteurs politiques majeurs» CACH-PPRD du «débat du siècle». DR.

Il ne faut pas empêcher les gens de se référer à la Constitution sous prétexte que l'on fait du juridisme. Le Gouvernement dont parle Tryphon, il est là avec la participation des ministres CACH, et pas des moindres. Des ministères régaliens, Intérieur, Affaires étrangères. Aujourd'hui, le ministère de la Justice est entre leurs mains parce qu'on a refusé de faire nommer ministre le candidat qu'on a présenté. À tous les niveaux, il y a des garde-fous partout dans la gestion gouvernementale. Tout le monde se surveille. Là où il y a un ministre CACH, il y a un vice-ministre FCC et vice-versa. Le Gouvernement est CACH et FCC. Aujourd'hui, nous assumons tous la responsabilité devant le peuple par rapport au programme que nous avons élaboré et sur la base duquel le Gouvernement a été investi. Arrêtez de dire que nous avons voulu que le Président de la République inaugure les chrysanthèmes, non. Nous voulons que le Chef de l'État assume ses responsabilités. Le Président préside, et le Gouvernement gouverne. C'est là la grande divergence que nous avons. Il ne peut y avoir un programme présidentiel, il y a un programme gouvernemental. Et ce programme gouvernemental a été déterminé par le Gouvernement en concertation avec le Chef de l'État.

Christian : Aujourd'hui, si ça ne marche pas au niveau du Gouvernement, c'est une responsabilité collective ?

Kin-kiey : J'ai une question : Que fait aujourd'hui le Premier ministre face au Président de la République ? Pensez-vous qu'il est en

collaboration avec le Président de la République ? Nous sommes retombés dans la cohabitation. Il y en a eu trois ou quatre en France. C'est ça un Premier ministre qui répond au Président de la République par voie de communiqués de presse, par des communicants ! La Présidente de l'Assemblée nationale qui répond au Président de la République par voie de communiqué de presse. Nous sommes où ? Nous sommes en crise. Contrairement à ce que le Sénateur dit, nous sommes dans une crise majeure. Relisez le discours du Président de la République. J'ai ici des phrases adorables du Général de Gaulle. «C'est un principe de base de la Vème République et de ma propre doctrine que le peuple français doit trancher lui-même dans ce qui est essentiel à son destin».

Christian : Quand Okitundu parle élections, vous parlez changement de la Constitution...

Kin-kiey : Je veux qu'on se mette d'accord. Je ne suis pas à nouveau celui qui chuchote aux oreilles du Président de la République. Je vous dis ceci : Nous sommes face à une crise majeure, et le Général de Gaulle a fait faire trois référendums. «La démocratie c'est le Gouvernement du peuple par le peuple et la souveraineté nationale, c'est le peuple exerçant sa souveraineté sans entraves». Et il dit : «le référendum est le dernier acte de l'œuvre constitutionnelle. Il procure au peuple français la faculté de me donner de raison ou tort sur un sujet dont son destin allait dépendre pendant des générations».

Christian : M. Kin-kiey, vous citez le



Général de Gaulle. Vous parlez référendum. Mais il faut que nos auditeurs comprennent bien à quoi conduit le référendum. Référendum sur un point particulier ou référendum sur un texte de la Constitution ?

Kin-kiey : Christian, je suis en train de vous dire que nous sommes face à une crise majeure exactement comme devant laquelle se trouvait le Général de Gaulle. Puisque le Sénateur a cité la Constitution française. Pendant la IVème République, De Gaulle il a changé la Constitution et on s'est retrouvé dans la Vème République en France. C'est cette Constitution que nous imitons aujourd'hui. Pourquoi on ne passerait pas à l'autre République aujourd'hui par voie référendaire? Le référendum, je vais vous dire en quoi ça me séduit. On ne va pas dépenser 600 millions de \$US. C'est plus facile à organiser un référendum plutôt qu'à envoyer dix mille candidats battre campagne en province et dans la ville de Kinshasa pour 500 sièges. Nous pouvons faire l'économie de moyens. Et face à cette crise majeure, une crise que je peux appeler une crise d'Histoire, le Président de la République élu démocratiquement, face à un Parlement qui ne correspond pas à sa vision, un discours de 6 minutes, martial, il appelle l'autre partenaire pour lui dire : « Je suis ouvert, venez à ma table nous allons discuter de ce pays ». Il refuse. Que voulez-vous que le Président de la République fasse ? Qu'il laisse se détruire ce peuple qui est déjà retourné deux cents ans en arrière et qu'il laisse une minorité s'enrichir chaque jour ?

Aujourd'hui, l'Inspection Générale des Finances est coincée, chaque fois qu'elle ouvre une action, elle est bloquée. Les juges sont bloqués. Face à un mur, à nouveau, je dis : « Il faut faire bouger les lignes ».

Christian : Référendum sur quelle question particulière?

Kin-kiey : Je ne suis pas le Président de la République... Quand le Général de Gaulle a voulu faire le référendum, il a annoncé celle-ci sur plusieurs matières : sur le Sénat, sur l'Université, sur je ne sais plus quel autre point... Il était tellement porté par le référendum, que quand il a posé une question et que le peuple français lui a dit non à 69 %, il est parti. Donc, ça montre la grandeur de l'homme. Aujourd'hui, c'est la même chose. Pensez-vous que si, aujourd'hui, une question est posée aux Congolais face à cette majorité PPRD-FCC, pensez-vous que le Président ne gagnerait pas le référendum ? She : D'abord Tryphon est parlementaire... Kin-kiey : Je ne suis pas parlementaire de votre législature. Vous m'avez enlevé de la liste. Vous l'avez oublié ?

Christian : Est-ce qu'il n'y a pas aujourd'hui une crise aussi du fait que dans l'entendement congolais, le Président de la République devait avoir plus de pouvoirs ?

She : Le président de la République a un pouvoir, un mandat. Le président veut être un président gouvernant. Non. Il est juste arbitre. C'est le gouvernement qui conduit la politique de la Nation. Le CACH était extrêmement minoritaire à l'Assemblée nationale, il est de manière disproportionnée représenté au Gouvernement. Je crois qu'on a fait une concession terrible.

Christian : M. Kin-kiey parle d'une coalition-cohabitation...

Kin-kiey : Je ne peux pas laisser passer ça : «Le CACH était extrêmement minoritaire à l'Assemblée nationale... ». Je ne peux pas... On dirait qu'il ne m'a pas suivi (...) ! On y reviendra. Donc, dites-vous, nous sommes dans une majorité parlementaire ? C'est bien cela? She : Oui. Le CACH fait partie de la majorité parlementaire. Kin-kiey : Donc, le Premier ministre de demain peut sortir du CACH ? Vous seriez d'accord ? She : Non, attention.

Écoutez... Tryphon... Kin-kiey : Qu'est-ce qui s'est passé hier avec le PALU? Le PALU avait quelle majorité ? She : Tryphon... À l'époque c'était un contexte tout particulier...

Kin-kiey : Ah ! Voilà ! quand je dis que c'est des spécialistes de stratégies. She : Écoutez! Ce n'est pas à She Okitundu de m'avancer dans cela... Kin-kiey : Votre Premier ministre n'a jamais, comme Premier ministre, mis les pieds qu'au Kattanga et plusieurs fois. Puis, à quelques kilomètres d'ici, à Kenge. Jamais ailleurs. Il n'est jamais allé à l'étranger. Le Gouvernement ne gouverne pas. Le Président de la République est seul. Il est aujourd'hui abandonné. Moi, je dis, qu'il y a plusieurs hypothèses pour le Président de la République. Ou, au niveau de ce Parlement que vous connaissez, il y a suffisamment de députés qui quittent le PPRD-FCC qui vont remplir le groupe de non-inscrits, eh bien, on changera le rapport de forces. Le bureau va changer. Quand le bureau change, on met un autre bureau. On procède par élection. On peut aller jusqu'à un nouveau Premier ministre. Moi, je vois tous ces députés du PPRD-FCC s'en aller suffisamment pour faire basculer la majorité...

She : Mais... Tryphon, vous êtes boulimique ! Vous êtes boulimique dans vos exigences ! Kin-kiey : Je ne peux pas laisser passer ça. Je ne peux pas laisser passer ça. Vous voulez qu'on rouvre le débat? D'abord, c'est faux, le CACH n'exige pas la Primature. Il dit que le CACH est extrêmement minoritaire ! Pourquoi, moi, ils m'ont fait échouer? On dirait qu'il ne m'a pas écouté ! Il y avait une liste d'élus au départ et j'étais sur la première page. C'est quand je les ai quittés qu'ils m'ont tout pris. Ils m'ont condamné à mort. Savez-vous ce qu'il s'est passé à la Cour suprême ? Ils ont rejeté la signature de Matenda quand ils l'ont acceptée partout dans le pays ! Ils nous ont attribué une minorité écrasante parce qu'ils avaient leurs calculs : on prend une majorité écrasante au Parlement, on conserve le pouvoir, on leur concède la présidence. Ils vont inaugurer les chrysanthèmes. Ils avaient oublié qu'ils avaient face à eux le fils du Sphinx qui ne pouvait laisser passer ça...

LE SOFT/FORUM DES AS ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



seule. Avant sa prise de fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses

intentions sur le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui pré-

sentent « un risque élevé de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour

désigner le titre du chef de l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La RVA-SA a réuni son AGO

La Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, a tenu vendredi 8 août 2025 dans la capitale Kinshasa son Assemblée Générale Ordinaire, AGO en sigle, de l'année sociale 2025. Convoquée et présidée par le président du Conseil d'Administration, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba par sa lettre n°RVA/PCA/TKKM/210/2025 datée du 17 juillet 2025, cette réunion statutaire et légale s'est déroulée dans la salle Kampala de Kin Plaza Arjaan by Rotana Hotel et ce, conformément aux prescrits de l'art. 516 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique.

L'État-Actionnaire Unique, détenteur de l'intégralité du capital social de la RVA-SA, était représenté à cette AGO par Mme Kombondo Naomi Bussa, porteuse d'une procuration spéciale n°0661/MINPF/JML/JLB/2025, signée le 25 juin 2025 par le ministre du Portefeuille Jean Lucien Bussa Tongba. La mandataire de l'État était investie du pouvoir de comparaître au nom de l'État Actionnaire Unique de la RVA-SA, de voter, d'amender ou de rejeter toute décision ou résolution, de signer tout document, tout acte verbal, d'élire domicile, de substituer et, de façon générale, de faire tout ce qui devrait être utile ou nécessaire et ce, conformément aux art. 8 et 14 de la Loi n°08/010 du 07 juillet 2008 fixant les règles relatives à l'organisation et à la gestion du Portefeuille de l'État. Les résolutions de cette AGO sont celles qui ont été prises par l'Actionnaire Unique représenté par Mme Kombondo Naomi Bussa, et ce, conformément à l'art. 558, al. 1er de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et d'intérêt de Groupement Économique, et à l'art. 32, al. 2, des Statuts révisés de la RVA-S.A. Mme Kombondo Naomi Bussa était assistée de trois délégués du Gouvernement représentant la Première ministre, Cheffe du Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, le Vice-Premier ministre des Transports, Voies de Communication et Désenclavement Jean-Pierre Bemba Gombo, le



L'équipe de l'Assemblée Générale Ordinaire de la RVA-SA en photo de famille le 8 août 2025 à l'issue des Assises. DR.

ministre d'État en charge du Budget, Aimé Boji Sangara Bamanyirue. Il s'agit respectivement de MM. Arly Khuty Dikiese, de Jean-Pierre Singo, Yalimolu Zalu et d'Éric Sangara. Ces trois délégués du Gouvernement, désignés par le ministre du Portefeuille, suivant la procuration collective n°0660/MINPF/JML/JLB/2025 datée du 25 juin 2025, et ce, conformément aux prescrits des art. 2 et 3 du Décret n°13/002 du 15 janvier 2013 portant organisation de la représentation de l'État-Actionnaire Unique au sein de l'Assemblée Générale d'une entreprise publique transformée en société commerciale, prenaient part à l'AGO sans voix délibérative. Deux administrateurs de la RVA-SA non actionnaires de la société, Peter Motoff Ikokombe et Anatole Kikwa Mwata Mukambo, invités par la lettre du Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, réf. n°RVA/PCA/TKKM/207/2025 du 17 juillet 2025, avaient pris part à cette AGO avec voix consultative, conformément à l'art. 539 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique. Le Directeur Général de la RVA-SA, Léonard Ngoma Mbaki, invité spécial par la lettre du Président du Conseil, réf. RVA/PCA/TKKM/205/2025 datée du 17 juillet 2025, était sde trouvait dans la salle avec voix consultative, en plus de son statut d'administrateur non actionnaire de la RVA-SA. Le Collège des Commissaires aux comptes de

la RVA-SA était présent, invité par la lettre du président du Conseil de l'Administration, réf. RVA/PCA/TKKM/208/2025 datée du 17 juillet 2025, en vertu de l'art. 36, al. 10 des Statuts révisés de la Société. Il s'agit de Danny Nkuvu pour le Cabinet MGI Strong NKV et d'Adolphe Okende pour le Cabinet La Pradelle Consulting Sarlu. Deux cadres de la Direction générale, la Directrice Juridique de la RVA-SA, Ginette Kabenge Mujinga et Jacques Liongo Mbula, Directeur des Finances, invités par la lettre du président du Conseil d'Administration, réf. RVA/PCA/TKKM/205/2025 datée du 17 juillet 2025, étaient présents à l'AGO au titre d'expert avec voix consultative avec pouvoir de prendre la parole pour éclairer l'assemblée dans des matières qui les concernent. Les services du Conseil d'Administration étaient représentés par Jean Muamba Mulumba, secrétaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA, mais aussi par Me Bienvenu Bakomba Muzama, secrétaire du Conseil Adjoint comme par Me Clémentine Makengo Mbuku, assistante juridique du Président du Conseil d'Administration. Le projet d'ordre du jour comportait les points ci-après : constitution du bureau de l'AGO et vérification des pouvoirs, adoption de l'Ordre du jour, communication du Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, examen et approbation du Rapport annuel de gestion 2024 de la RVA-SA, examen et approbation des états

financiers de la RVA-SA, exercice 2024, affectation des résultats de l'exercice 2024, présentation Rapports des Co-commissaires aux comptes sur la certification des états financiers 2024, les Conventions réglementées, les rémunérations des dirigeants et des 10 salariés les mieux payés au 31/12/2024, décharge à donner aux Administrateurs, pouvoirs et formalités pour authentification du PV de l'AGO dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de Kinshasa-Gombe ainsi qu'au Guichet Unique de création d'entreprise.

UNE AGO QUI FUT REPORTÉE.

Il faut rappeler que l'art. 32 des Statuts révisés de la RVA-SA stipule, dans ses al. 3 et 4, que « dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, l'Actionnaire Unique prend toutes les décisions qui sont de la compétence de l'Assemblée Générale de l'Actionnaire Unique » et que « les décisions sont prises au vu des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes qui assistent aux Assemblées Générales conformément à l'art. 721 de l'Acte Uniforme révisé relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique ». Cette AGO n'avait pu se tenir dans les délais de la loi du fait que des documents sociaux présentés à la réunion statutaire du Conseil d'Administration du lundi 23 juin 2025 devaient faire préalablement l'objet des corrections et d'amendements. Du coup, le Conseil d'Administration avait pris la décision

de reporter, conformément à la loi, la tenue de l'AGO. Une requête sollicitant la prorogation du délai a été introduite auprès du Président du Tribunal de Commerce de Kinshasa-Gombe, par la lettre réf. RVA/PCA/TKKM/172/2025, du président du Conseil basée sur l'art. 58, al. 1 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, relatif aux Sociétés Commerciales et au Groupement d'Intérêt Économique. La raison invoquée était l'occupation par des terroristes des espaces de la partie Orientale du pays. Une situation qui a ralenti l'évolution des travaux comptables de fin d'exercice de nos entités de cette partie de la République et causé le retard dans l'enregistrement des opérations de consolidation comptable. Le 27 juin 2025, le Président du Tribunal de Commerce de Kinshasa-Gombe a pris l'Ordonnance n°0267/2025 portant autorisation de prorogation du délai de la tenue de l'AGO du mois de juin 2025. Le ministre du Portefeuille, Représentant de l'État Actionnaire Unique, a été saisi de cette situation par le courrier réf. RVA/PCA/TKKM/189/2025 du 07 juillet 2025 du président du Conseil d'Administration avec copies réservées à la Cheffe du Gouvernement, au Vice-Premier Ministre en charge des TransCom, au ministre d'État en charge du Budget et au Directeur Général de la RVA-SA. L'AGO du 8 août avait pour objet principal « l'approbation des comptes annuels de la Société, pour l'exercice 2024 », et ce, conformé-

ment à l'art. 522 de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Ces informations chiffrées, enrichies par le rapport de gestion 2024 de la RVA-SA ainsi que par ceux des Commissaires aux comptes, ont permis à la représentante de l'État-Actionnaire Unique, de se faire une idée sur ce qu'a été la marche de la Société en 2024 et de prendre des décisions appropriées sur le résultat dégagé de l'exercice. Les États financiers, constitués de Bilan, Compte de Résultat, Tableau de Flux Financiers et des Annexes, de la RVA-SA, retracent, de manière générale, la façon dont les ressources mises à la disposition de la Société ont été utilisées durant l'exercice comptable considéré. Le rapport des Co-commissaires aux comptes s'est penché sur la régularité, la sincérité, la véracité des comptes annuels de l'exercice et de voir s'ils reflètent l'image fidèle du résultat des opérations de l'année 2024 et de la situation financière et patrimoniale de l'entreprise en fin d'exercice. Ces documents ont été présentés par le Directeur Général et par les Commissaires aux Comptes de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme. La position de l'Actionnaire Unique a été exprimée par le délégué du ministère du Portefeuille, tel que prescrit par l'art. 3 du Décret 13/002 du 15 janvier 2013 portant organisation de la représentation de l'État-Actionnaire Unique au sein de l'Assemblée Générale d'une Entreprise Publique transformée en Société Commerciale. **ALUNGA MBUWA**



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Pourquoi l'industrie de la mode recherche tant les Sud-soudaines



À g. Adut Atech, à dr. Anok Yai ont rejoint Naomi Campbell dans les rangs des mannequins les plus recherchés du monde de la mode. Extrême droite, Arop Akol a parcouru le monde de la mode au cours des trois dernières années.. DR.

Vétue d'une tenue sobre mais chic, de tresses fluides et d'un visage rosé et sans maquillage, Arop Akol a l'air d'un mannequin en repos typique.

Elle s'enfonce dans le canapé des bureaux de son agence britannique, First Model Management et détaille la carrière florissante qui l'a vue défilé pour des marques de luxe à Londres et à Paris. «J'observais le mannequinat en ligne depuis l'âge de 11 ans», explique Mme Akol, aujourd'hui âgée d'une vingtaine d'années. Au cours des trois dernières années, elle a été retransmise en streaming dans le monde entier pendant qu'elle défilait, partageant même le podium avec Naomi Campbell lors d'un défilé Off-White. Voyager pour le travail peut être source de solitude, mais Akol croise constamment des mannequins de son pays d'origine, le Sud-Soudan, un pays luxuriant mais en proie à des troubles. «Les Sud-Soudanais sont très réputés pour leur beauté», explique Akol, qui a des pommettes hautes, une peau riche et foncée et mesure 177 cm. Il suffit de feuilleter un magazine de mode ou de regarder les images d'un défilé pour comprendre ce que dit Akol : les

mannequins nés et élevés au Sud-Soudan, ou ceux de l'importante diaspora du pays, sont partout. Ils vont des jeunes espoirs, comme Akol, aux top-modèles comme Anok Yai, Adut Akech et Alek Wek. Après avoir été repérée dans un parking londonien en 1995, Wek a été l'un des tout premiers mannequins sud-soudanais à connaître un succès mondial. Depuis, elle a fait de nombreuses couvertures de Vogue et a défilé pour des marques telles que Dior et Louis Vuitton. La popularité des mannequins sud-soudanais ne montre aucun signe de fléchissement : la principale plateforme du secteur, Models.com, établit une liste annuelle des 50 «futures stars» du mannequinat et, dans sa dernière sélection, un mannequin sur cinq était d'origine sud-soudanaise. Par ailleurs, Vogue a présenté quatre mannequins sud-soudanais dans son article sur les «11 jeunes mannequins prêts à prendre d'assaut les podiums en 2025». «La plupart des mannequins sud-soudanais ont les mêmes attentes que les mannequins traditionnels», explique Dawson Deng, qui dirige la Semaine de la mode du Sud-Soudan avec son ex-mannequin Trisha Nyachak. «Elles ont une peau parfaite et foncée. Elles ont la mélanine. Elles ont la taille».



Akur Goi, un mannequin sud-soudanais repéré en 2024 par des agents via Facebook. DR.

Lucia Janosova, agent de casting chez First Model Management, déclare : «Bien sûr qu'elles sont belles... une belle peau, la taille». Toutefois, elle explique qu'elle ne sait pas exactement pourquoi les marques de mode recherchent des mannequins sud-soudanais plutôt que d'autres nationalités. «Je ne peux pas vous le dire parce qu'il y a beaucoup de filles qui sont aussi belles et qui viennent du Mozambique, du Nigeria ou d'autres pays, n'est-ce pas ?», ajoute Janosova. Akur Goi, mannequin sud-soudanaise qui a travaillé avec des créateurs tels que Givenchy et Armani, a une théorie. Elle pense que les mannequins sud-soudanais sont recherchés non seulement pour leur beauté physique, mais aussi pour leur «résilience». Akur Goi est née à Juba, la capitale du

Sud-Soudan, mais, enfant, elle a déménagé en Ouganda voisin, comme Akol et des centaines de milliers d'autres Sud-Soudanais. Beaucoup ont fui dans les années qui ont suivi 2011, lorsque le Sud-Soudan est devenu indépendant du Soudan. La nouvelle nation du monde suscitait de grands espoirs, mais deux ans plus tard, une guerre civile a éclaté, au cours de laquelle 400.000 personnes ont été tuées et 2,5 millions ont fui leur foyer pour se réfugier dans des pays comme l'Ouganda. Bien que la guerre civile ait pris fin au bout de cinq ans, d'autres vagues de violence, des catastrophes naturelles et la pauvreté font que les gens continuent de partir. Récemment, les combats entre le gouvernement et les forces d'opposition se sont intensifiés, faisant craindre un retour à

la guerre civile. Après avoir quitté un Sud-Soudan épuisé par la guerre pour l'Ouganda, «le plus grand rêve» de Goi était de devenir mannequin. Le fantasme est devenu réalité l'année dernière, lorsqu'elle a été repérée par des agents via Facebook. Pour son tout premier emploi, elle a défilé pour le géant italien de la mode Roberto Cavalli. «J'étais très excitée et prête pour ma première saison. J'étais vraiment nerveuse et effrayée, mais je me suis dit : «Je peux y arriver», parce que c'était un rêve», explique-t-elle depuis Milan, après s'être envolée à la dernière minute pour un travail. Mais certains mannequins sud-soudanais ont connu des parcours plus tumultueux. Une enquête menée par le journal britannique The Times a révélé que deux réfugiés vivant dans un camp au Kenya avaient été envoyés en Europe par avion, mais qu'on leur avait dit qu'ils étaient trop mal nourris pour marcher. Après avoir travaillé comme mannequins, plusieurs autres ont été informés qu'ils devaient des milliers d'euros à leur agence, car certains contrats précisent que les visas et les vols doivent être remboursés, généralement une fois que les mannequins commencent à gagner de l'argent. Akol dit avoir rencontré un problème similaire. Lorsqu'elle a été repérée en

2019, l'agence en question lui a demandé de payer de nombreux frais - des frais qu'elle sait maintenant que les agences ne demandent généralement pas. «On m'a demandé de l'argent pour l'inscription, de l'argent pour ceci, de l'argent pour cela. Je ne pouvais pas gérer tout cela. J'ai des difficultés, ma famille a des difficultés, alors je ne peux pas gérer tout cela», dit-elle. Trois ans plus tard, alors qu'elle vivait en Ouganda, elle a finalement été repérée par une agence plus réputée. M. Deng, qui aide les jeunes mannequins sud-soudanais à constituer des portfolios, explique que certains se sont plaints d'être payés en vêtements plutôt qu'en argent. De nombreux mannequins se heurtent également à un autre problème : la perception qu'a leur famille de leur choix de carrière. «Ils n'en voulaient pas et ils n'en veulent toujours pas», dit Akol, qui vit aujourd'hui à Londres, à propos de ses propres parents. Mais nous (les mannequins) avons réussi à nous imposer et à dire : «Nous sommes un pays jeune. Nous devons sortir et rencontrer des gens. Nous devons faire des choses que tout le monde fait». M. Deng affirme que les habitants des zones urbaines sont devenus plus ouverts d'esprit, mais certains Sud-Soudanais

assimilent le mannequinat à la prostitution. Les parents s'interrogent sur le concept même, se demandant pourquoi leurs filles «marchent devant les gens». M. Deng se souvient d'une jeune femme qu'il aidait et qui était sur le point de s'envoler pour son premier emploi international. Mécontente qu'elle soit mannequin, sa famille l'a suivie jusqu'à l'aéroport et l'a empêchée de monter dans l'avion. Mais, selon M. Deng, les proches de la jeune femme ont fini par la convaincre et elle a depuis été mannequin pour une grande marque de lingerie. «Cette fille est en fait le soutien de la famille. Elle emmène tous ses frères et sœurs à l'école et plus personne n'en parle comme d'une mauvaise chose», ajoute-t-il. Il est «fier» de voir ce mannequin - et d'autres du Sud-Soudan - sur la scène internationale et, bien que l'industrie suive des cycles de tendances, M. Deng ne pense pas que les mannequins du Sud-Soudan se démoderont. M. Goi partage cet avis et affirme qu'il existe une «demande croissante de diversité» dans le secteur de la mode. Akol pense lui aussi que le Sud-Soudan est là pour durer : «Alek Wek l'a fait avant ma naissance et elle le fait encore aujourd'hui. Les mannequins sud-soudanais vont aller loin».

W. CHIBELUSHI

Elle a subi cent opérations et dit vouloir nullement s'arrêter

Abby Wu n'avait que quatorze ans lorsqu'elle a eu recours à la chirurgie esthétique pour la première fois. Après avoir reçu un traitement hormonal pour une maladie, le poids d'Abby est passé de 42 kg à 62 kg en deux mois. Ce changement n'est pas passé inaperçu auprès de son professeur d'art dramatique. Mon professeur m'a dit: « Tu étais notre star, mais maintenant tu es trop grosse. Soit tu abandonnes, soit tu maigris vite », se souvient Abby, qui préparait alors ses examens d'art dramatique.

La mère d'Abby est intervenue et l'a emmenée se faire liposucer pour enlever la graisse de son ventre et de ses jambes. Abby se souvient des paroles de sa mère alors qu'elle attendait dans la clinique, vêtue d'une blouse d'hôpital, nerveuse à l'idée de l'opération imminente. « Sois courageuse et entre. Tu deviendras belle une fois que tu seras sortie ». L'opération a été traumatisante. Abby n'a reçu qu'une anesthésie partielle et est restée consciente tout au long de l'opération. « Je pouvais voir la quantité de graisse extraite de mon corps et la quantité de sang que je perdais », raconte-t-elle. Aujourd'hui âgée de 35 ans, Abby a subi plus de 100 interventions, pour un coût d'un demi-million de \$US. Elle est copropriétaire d'une clinique de beauté dans le centre de Pékin et est devenue l'un des visages les plus reconnaissables du boom de la chirurgie plastique en Chine. Mais les opérations ont eu un coût physique. Assise devant un miroir dans son luxueux appartement en duplex à Pékin, elle applique doucement de l'anti-cerne sur les bleus causés par une récente injection d'amincissement du visage - une procédure qu'elle



La chirurgie plastique bat son plein en Chine même si elle ne va pas sans danger. DR.

subit tous les mois pour que son visage paraisse « plus ferme et moins gros » après que trois opérations de réduction de la mâchoire lui ont enlevé trop d'os. Mais elle insiste sur le fait qu'elle ne regrette pas ces opérations et pense que sa mère a pris la bonne décision il y a des années.

LA CHIRURGIE A FONCTIONNÉ. « La chirurgie a fonctionné. Je suis devenue plus confiante et plus heureuse, jour après jour. Je pense que ma mère a pris la bonne décision », nous confie-t-elle. Autrefois considérée comme taboue, la chirurgie plastique a vu sa popularité exploser au cours des vingt dernières années en Chine, sous l'effet de l'augmentation des revenus disponibles et de l'évolution des comportements sociaux, en grande partie sous l'impulsion des médias sociaux. Du coup, chaque année, 20 millions de Chinois paient pour des interventions esthétiques. La plupart du temps, ce sont des jeunes femmes qui ont re-

cours à la chirurgie. Quatre-vingt pour cent des patients sont des femmes et l'âge moyen d'une personne qui se fait opérer est de 25 ans. Si l'apparence a toujours été importante dans la culture chinoise, en particulier pour les femmes, les critères de beauté sont en train de changer dans le pays. Pendant des années, les caractéristiques les plus recherchées étaient un mélange d'idéaux occidentaux, de fantasmes d'anime et d'inspiration K-Pop : La double paupière, la mâchoire sculptée, le nez proéminent et le visage symétrique. Mais depuis peu, des procédures plus inquiétantes se multiplient, à la poursuite d'un idéal irréaliste, hyperféminin, presque infantile. Abby, l'une des premières influenceuses chinoises en matière de chirurgie esthétique, a documenté ses interventions sur les principales plateformes de médias sociaux et a rejoint SoYoung peu après son lancement. Pourtant, bien qu'elle ait subi plus de 100 interventions, lorsqu'elle

scanne son visage à l'aide de la fonction « miroir magique » de SoYoung, l'application lui signale encore des « imperfections » et lui suggère une longue liste d'interventions chirurgicales. « Elle dit que j'ai des poches dans les yeux. Une augmentation du menton ? Je l'ai déjà fait ». Abby semble amusée. « Un amincissement du nez ? Devrais-je subir une autre opération du nez ? » Contrairement aux sites de commerce électronique classiques, les applications de beauté comme SoYoung offrent également une fonction de médias sociaux. Les utilisateurs partagent des journaux détaillés avant et après et demandent souvent l'avis de super-utilisateurs comme Abby. Pour répondre à la demande croissante, des cliniques s'ouvrent rapidement dans toute la Chine. Mais il y a une pénurie de praticiens qualifiés et un grand nombre de cliniques opèrent sans licence. Selon un rapport d'iResearch, une société d'études de marché, en 2019,

80.000 établissements en Chine proposaient des procédures cosmétiques sans licence et 100.000 praticiens cosmétiques travaillaient sans les qualifications requises. En conséquence, on estime que des centaines d'accidents se produisent chaque jour à l'intérieur des cliniques chinoises de chirurgie esthétique. Le Dr Yang Lu, chirurgien plasticien et propriétaire d'une clinique de chirurgie esthétique agréée à Shanghai, explique que ces dernières années, le nombre de personnes venant se faire opérer pour réparer des opérations ratées a augmenté. « J'ai vu de nombreux patients dont la première opération avait été bâclée parce qu'ils s'étaient adressés à des établissements non agréés », explique le Dr Yang. « Certains se sont même fait opérer au domicile des patients ». Yue Yue, 28 ans, fait partie des personnes dont la chirurgie a mal tourné. En 2020, elle a reçu des injections de collagène dans le visage de bébé - conçues pour donner au visage un

aspect plus rebondi - dans une clinique non agréée ouverte par un ami proche. Mais les produits de comblement ont durci. « J'avais l'impression qu'il y avait du ciment sous ma peau », raconte-t-elle. Désireuse de réparer les dégâts, Yue Yue s'est tournée vers des cliniques qu'elle a trouvées sur les réseaux sociaux - des noms connus - mais les réparations n'ont fait qu'empirer les choses. Une clinique a tenté d'extraire le produit de comblement à l'aide de seringues. Au lieu de retirer le matériau durci, ils ont extrait le tissu de la patiente, laissant la peau détachée. Une autre clinique a essayé de soulever la peau près de ses oreilles pour atteindre le produit de comblement situé en dessous, ce qui lui a laissé deux longues cicatrices et un visage qui semblait anormalement tendu. « Toute mon image s'est effondrée. J'ai perdu mon éclat et cela a également affecté mon travail [dans les ressources humaines d'une entreprise étrangère à Shanghai] ». Elle

a trouvé le Dr Yang par l'intermédiaire de SoYoung l'année dernière et a depuis subi trois opérations réparatrices, notamment pour ses paupières qui avaient été endommagées lors d'une opération précédente dans une autre clinique. Mais si les opérations du Dr Yang ont apporté des améliorations visibles, certains des dommages causés par les procédures bâclées risquent d'être permanents.

CELA A RUINÉ SA CARRIÈRE.

« Je ne veux plus devenir plus jolie », dit-elle. « Si je pouvais retrouver l'apparence que j'avais avant l'opération, je serais très heureuse ». Chaque année, des dizaines de milliers de personnes comme Yue Yue sont victimes de cliniques cosmétiques non agréées en Chine. Mais même certaines cliniques agréées et certains chirurgiens qualifiés ne respectent pas strictement les règles. En 2020, l'opération bâclée du nez de l'actrice Gao Liu, qui a vu le bout de son nez noircir et mourir, est devenue virale. « Mon visage était défiguré et j'étais très déprimée. Cela a ruiné ma carrière d'actrice ». Elle avait été opérée du nez dans une clinique agréée de Guangzhou, appelée She's Times, par le Dr He Ming, décrit comme son « chirurgien en chef » et un expert en chirurgie du nez. Mais en réalité, le Dr He n'était pas pleinement qualifié pour pratiquer l'opération sans supervision et n'avait pas obtenu son statut de chirurgien plasticien agréé auprès de la commission provinciale de la santé de Guangdong. Les autorités ont infligé une amende à la clinique, qui a fermé ses portes peu après le scandale, et ont interdit au Dr He d'exercer pendant six mois. Cependant, quelques semaines avant la dissolution officielle de She's Times, une nouvelle clinique, Qingya, a demandé à s'enregistrer à la même adresse.

NATALIA ZUO ■

L'expression ultime du luxe c'est le Range Rover SVA Autobiography SVO

Land Rover a présenté la version Ultimate Edition du Range Rover SVAutobiography qui sera encore plus luxueuse que toutes les autres déclinaisons du SUV britannique. Disponibles dans les spécifications classiques et à empattement long, ces versions Ultimate Edition sont assemblées à la main par la division SV Bespoke de la société, au Special Vehicle Operations Technical Center au Royaume-Uni. Considérée comme la variante la plus appréciée par les conducteurs, la version « Dynamic » (empattement classique) présente une suspension et une direction réglées spécifiquement, une hauteur de caisse inférieure de 8 mm et peut embarquer l'un des deux moteurs : le V8 essence suralimenté de 565 chevaux ou l'hybride rechargeable P400e de 404 chevaux, qui offre une autonomie en mode 100% électrique allant jusqu'à 40 km. Les éditions Ultimate se distinguent du reste de la gamme par la peinture Orchard Green, le toit et les coques de rétroviseurs latéraux en « Narvick Black », les accents couleur cuivre sur les badges extérieurs, les détails « Graphite Atlas » sur la calandre, le pare-chocs avant, les prises d'air latérales, un capot spécifique et des jantes bicolors de 22 pouces.

LUXE ET RAFFINEMENT. Dans l'habitacle, place au au raffinement avec une garniture Ebony/Vintage Tan ou la sellerie en cuir Poltrona Frau, les sièges matelassés en diamant, les garnitures en fibres de carbone « Steel Weave » et la garniture de pavillon Ebony. Tout est étudié pour que le luxe soit partout. Le sélecteur de vitesse rotatif, le bouton de démarrage et les pédales, ainsi que les palettes de changement de vitesses sont en aluminium. Une plaque spécifique aux versions Ultimate Edition et une montre Zenith sont également incluses. Le modèle à empattement long



Design inimitable et sophistiqué, capacités tout-terrain de premier ordre, avec plus d'un million d'exemplaires vendus dans le monde, le Range Rover représente l'expression ultime du luxe. En clair plus luxe que luxe. DR.



offre un espace pour les jambes à l'arrière de 1,2 mètre et est équipé de portes arrière à fermeture électrique, de sièges inclinables chauffants, climatisés et massants. Il y a aussi des repose-mollets et des repose-pieds réglables, des tablettes amovibles et un compartiment réfrigéré. Évidemment, tout cela a un prix. Le Range Rover SVAutobiography Ultimate Edition V8 commence à 183.706 £ (environ 215.000 euros) au Royaume-Uni, tandis que le SVAutobiography Dynamic demande 147.441 £, soit environ 173.000 euros. Notons que Range Rover totalise 50 ans d'innovation,

de raffinement et de capacités tout-terrain inégalés avec l'introduction du nouveau « Range Rover Fifty ».

DEPUIS LE 17 JUIN 1970. Le SUV de luxe original est une référence du marché automobile depuis le 17 juin 1970. Cinquante ans plus tard, le Range Rover a évolué pour devenir une famille de véhicules de luxe à la fois séduisants et performants. Son association attractive du design, du raffinement et de l'innovation technique en fait la référence de tous les SUV de luxe. En 50 ans d'existence, ce véhicule a signé de nombreuses premières mondiales et réalisé un certain

nombre d'exploits impressionnants. Au moment de son lancement, il s'agit du premier SUV équipé d'un système à traction intégrale permanente. En 1989, il devient le premier 4x4 au monde doté de freins antiblocage ABS. Plus tard, en 1992, il devient le premier 4x4 embarquant un antipatinage électronique (ETC) et une suspension pneumatique électronique automatique, offrant les sensations et le raffinement emblématiques du Range Rover, à la fois sur et hors route. En 2012, le Range Rover de dernière génération devient le premier SUV au monde à être doté d'une construction

légère tout en aluminium, le rendant à la fois plus léger, plus robuste et plus efficace. Le Range Rover a signé de nombreux exploits : il a traversé l'isthme du Darién, qualifié d'infranchissable, a été exposé au musée du Louvre à Paris, une première pour un véhicule, et a même remporté deux fois le Paris-Dakar. Aucun autre véhicule ne combine de tels niveaux de luxe, de confort et de raffinement avec les capacités tout-terrain et les performances sur route propres au Range Rover. Avec son capot en coquille, son toit flottant distinctif, son hayon fractionné et ses prises d'air avant emblématiques, le

Range Rover actuel reste fidèle à ses racines de 1970. Aujourd'hui, à 50 ans, il s'agit du modèle le plus efficace, connecté, luxueux et performant. Pour célébrer les 50 ans d'une icône de l'automobile, l'édition spéciale « Range Rover Fifty » sera limitée à seulement 1970 véhicules dans le monde, en clin d'œil à l'année de lancement du premier Range Rover. Basé sur la version luxueuse Autobiography, le « Range Rover Fifty » se distingue par une série d'accents extérieurs inédits en finition Auric Atlas, ainsi que par deux styles de jantes uniques de 22 pouces. Le badge arbore un logo « Fifty »

créé personnellement par le professeur Gerry McGovern, officier de l'ordre de l'Empire britannique (OBE), directeur du design de Land Rover, qui apparaîtra à l'extérieur du véhicule ainsi qu'à l'intérieur, sur la plaque de mise en service de la console centrale portant l'inscription « 1 of 1970 », sur les appuie-têtes, le tableau de bord et les plaques de seuil éclairées. Le professeur Gerry McGovern OBE, Chief Creative Officer de Land Rover, a déclaré : « Dans le monde des véhicules de luxe, le Range Rover s'est toujours distingué comme étant incomparable et robuste. Ses sensibilités uniques et pionnières associées à une approche d'ingénierie inégalée ont été les valeurs intrinsèques que nos clients admirent depuis la révélation du tout premier Range Rover, en 1970 ».

PLUS LUXE QUE LUXE.

Le « Range Rover Fifty » sera disponible en versions standard et à empattement long. Les clients pourront choisir entre quatre teintes extérieures soigneusement sélectionnées : Carpathian Grey, Rosello Red, Aruba et Santorini Black. La division Special Vehicle Operations de Land Rover propose également le « Range Rover Fifty » dans l'une des trois teintes Heritage reproduites à partir de la palette d'origine du Range Rover, en nombre extrêmement limité : Tuscan Blue, Bahama Gold et Davos White. Une gamme d'options de motorisation sera disponible, comprenant des moteurs essence, diesel et même une version hybride rechargeable P400e. Le Range Rover connaît aujourd'hui sa quatrième génération de véhicules. Avec plus d'un million d'exemplaires vendus, il représente l'expression ultime du luxe. En clair plus luxe que luxe. Son design inimitable et sophistiqué, ainsi que ses capacités tout-terrain de premier ordre, lui permettent d'être aujourd'hui tout aussi actuel et pertinent qu'il l'était en 1970.

En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

Aucune d'elles n'est américaine. Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

► **Rolls-Royce Boat Tail.** La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

► **Bugatti, la voiture noire.** One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

► **Pagani Zonda.** De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

► **Rolls-Royce Sweptail.** Marque de voiture de luxe par excellence, trustee encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

► **Bugatti Centodieci.** Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

► **Lamborghini Veneno.** Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



CCXR Trevita. Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

► **Bugatti Bolide.** Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.

étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

► **Maybach Exelero.** Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et prom-

mouvoir une nouvelle série de pneus. Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

► **Bugatti Divo.** Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

► **Koenigsegg**



C'est prouvé scientifiquement

Une urologue, spécialisée en chirurgie pelvienne, dévoile une technique simple, souvent négligée pendant les rapports sexuels, qui permet de faire monter l'excitation rapidement. Zones à privilégier, vitesse, surface à toucher...

Voici comment caresser votre partenaire pour un maximum de plaisir. Caresser le cou, les tétons ou l'intérieur de la cuisse, lentement mais de façon précise, décuple le plaisir sexuel, selon le Dr Rena Malik, urologue et professeur en chirurgie pelvienne à l'Université de Maryland (États-Unis). Caresser pas plus de 10 cm de peau par seconde. Dans une vidéo YouTube qui comptabilise plus de 180.000 vues, le Dr Malik vante les effets



Savoir caresser son/sa partenaire pour un maximum de plaisir partagé. DR.

des caresses sur le plaisir sexuel, une pratique qui est souvent oubliée pendant les rapports sexuels. Pour cela, elle s'appuie sur les résultats d'une étude publiée en 2018 dans Plos One. Elle rapporte que des caresses douces mais franches

sur les zones érogènes - des zones du corps très sensibles à l'excitation sexuelle quand elles sont stimulées - procurent beaucoup de plaisir quand elles sont réalisées à une vitesse ne dépassant pas 10 centimètres de peau par seconde. Une

technique qui, selon le Dr Malik, «optimiserait l'activation de certaines terminaisons nerveuses» dans ces zones, augmentant ainsi le plaisir sexuel. Prendre le temps d'identifier les zones érogènes de son partenaire. L'étude sur

laquelle s'appuie la docteure a été menée sur dix-neuf couples. Dans chaque couple, un partenaire devait donner les caresses et l'autre les recevoir. Les « donneurs » devaient donner deux types de caresses à leur partenaire : soit des caresses lentes

recouvrant 3 cm de peau par seconde, soit des caresses rapides recouvrant 18 cm de peau par seconde. Les caresses étaient réalisées dans le cou (une zone connue pour être érogène) et sur le front, une zone à priori peu, voire pas du tout érogène. Après avoir observé la réaction des participants «receveurs de caresses», les chercheurs ont remarqué que la vitesse employée pour effectuer les caresses jouait un rôle important sur le niveau de plaisir ressenti. «Nous sommes plus réactifs à des caresses effectuées à une vitesse de 1 à 10 cm de peau par seconde», commente le Dr Malik. Ce toucher optimal aurait pour effet d'activer les régions du cerveau impliquées dans le traitement des émotions et des sentiments. Et, sans surprise, les « receveurs de caresses » ont déclaré

être plus excités avec des caresses dans le cou plutôt que sur le front. On l'aura compris. Si l'on veut faire monter la température avec sa/son partenaire, il faut identifier ses zones érogènes et bien les caresser sans trop s'égarer ! Grâce au Dr Rena Malik, l'on sait comment s'y prendre maintenant.

Comment se fait-elle

Comment se fait la lubrification vaginale ? La lubrification vaginale est un fluide produit naturellement qui lubrifie le vagin d'une personne de sexe féminin. La lubrification vaginale est toujours présente, mais la production augmente de manière significative à l'approche de l'ovulation et pendant l'excitation sexuelle en prévision d'un rapport sexuel.

Lubrification vaginale : qu'est-ce que c'est ? Il ne s'agit pas comme on pourrait le croire, d'un phénomène lié à la sécrétion d'une substance particulière. Bien au contraire, la lubrification résulte d'une transsudation, lorsque des éléments figurés du sang, présents dans les parois du vagin, passent dans la cavité vaginale et humidifient le sexe féminin. Pourquoi la lubrification vaginale est-elle importante ? Pour les personnes de sexe féminin, la lubrification vaginale est une partie importante de l'excitation sexuelle. Elle prépare le vagin à la pénétration, facilitant l'entrée du pénis et réduisant les frictions ou les irritations qui l'accompagnent. La douleur pendant les rapports sexuels est souvent due à une lubrification insuffisante.

Et si ce n'était pas l'alpha et l'oméga

Dans le cadre d'une relation sexuelle, la pénétration est souvent considérée comme une pratique classique et courante, bien qu'elle ne satisfasse pas forcément la partenaire. Pour autant, il existe d'autres chemins pour permettre l'épanouissement sexuel de chacun.



Autres chemins pour l'épanouissement sexuel de chacun. DR.

grand nombre de femmes ne parvient pas à obtenir d'orgasme si le rapport sexuel se compose essentiellement de la pénétration. Les caresses et les autres jeux sexuels que l'on a longtemps qualifiés de préliminaires sont parfois plus efficaces et satisfaisants. Or justement, ils peuvent être autre chose que de simple

«prémices» à l'acte de la pénétration. Ils sont en réalité des actes à part entière pouvant composer un rapport sexuel plein et entier en dehors de la pénétration vaginale par le pénis.

UNE DÉCONSTRUCTION. D'autant que, comme le dit Martin Page,

l'auteur de Au-delà de la pénétration, «un médecin me disait que les hommes sont vraiment stupides de se focaliser sur la pénétration parce que fatalement, à 60-70 ans, ils vont arrêter d'être facilement en érection et pour autant ils continueront bien à s'épanouir autrement». Il serait donc intéressant de s'écarter de la

pénétration en tant qu'élément principal pour se découvrir de façon plus libre. Par ailleurs, il est aussi recommandable de sortir de cette injonction dans laquelle la pénétration est colorée d'une notion de domination. L'évolution des points de vue en matière de genre, de droits des femmes et de sexualité a d'ailleurs déjà permis des changements dans les comportements sexuels. Ainsi, en Europe, les femmes sont de plus en plus nombreuses à avoir pénétré leur partenaire masculin. Car «l'exploration du versant anal de la sexualité va aussi de pair avec des pratiques anales où (les femmes) sont actives», informe ainsi le Panorama de la sexualité des Européennes à l'heure du Covid-19 par l'Observatoire européen de

la sexualité féminine en 2021. Une pratique considérée là encore comme «active» pour le partenaire «pénétrant». Pour aller encore plus loin dans la déconstruction, il est aussi possible d'inverser les rôles traditionnels et de considérer la pénétration comme un acte passif. Comment cela ? Inventé en 2016 par l'artiste Bini Adamczak, et popularisé en France en 2019 par Martin Page, le terme de «circlusion» consiste à «enfiler, enserrer ou engloutir» un pénis dans son vagin ou son rectum - pratique qui devient alors l'acte actif dans l'acte sexuel. Ce qui permettrait ainsi d'éliminer la notion de domination systématique de la femme par l'homme. Et donc d'ouvrir le champ des possibles pour les partenaires.

L'armée israélienne cible et tue 5 journalistes

Elle les a ciblés. L'armée israélienne Tsahal a tué dimanche cinq journalistes de la chaîne Al Jazeera basée au Qatar.

Alors que le gouvernement israélien se montre déterminé à mettre en œuvre son nouveau plan d'opération dans le territoire palestinien dévasté et affamé par vingt-deux mois de guerre, la chaîne de télévision basée au Qatar, l'équivalent musulman de la chaîne américaine CNN en Occident, a fait état de «ce qui semble être une attaque ciblée israélienne» sur une tente utilisée par ses journalistes à Gaza-ville, devant l'hôpital al-Chifa. La chaîne a annoncé la mort de cinq de ses journalistes dimanche 10 août lors d'une frappe israélienne dans la bande de Gaza, dont un reporter bien connu de ses téléspectateurs que l'armée israélienne a reconnu avoir ciblé, le qualifiant de «terroriste». Il s'agit des correspondants de Al Jazeera, Anas al-Sharif et Mohammed Qreiqeh, ainsi que des cameramen Ibrahim Zaher, Mohammed Noufal et Moamen Aliwi. Leurs noms s'ajoutent à la liste des près de 200 journalistes, selon Reporters sans frontières, tués dans la guerre lancée en représailles à la sanglante attaque du mouvement palestinien Hamas du 7 octobre 2023. Anas al-Sharif, 28 ans, était l'un des visages les plus connus parmi les correspondants couvrant au quotidien le conflit à Gaza. L'armée israélienne a confirmé l'avoir ciblé, le qualifiant de «terroriste» qui «se faisait passer pour un journaliste». Il «était le chef d'une cellule terroriste au sein de l'organisation terroriste Hamas et était responsable de la préparation d'attaques de roquettes contre des civils israéliens et les troupes» israéliennes, a affirmé Tsahal sur Telegram. Dans un message, Anas al-Sharif avait annoncé à ce qui l'écouterait que c'était son dernier message qu'ils lisaient, l'armée israélienne ayant décidé de l'éliminer. Signe que l'espionnage bas son plein dans toutes les guerres et partout au monde. Déclenchée par l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023, la guerre de Gaza, également appelée guerre Israël-Gaza ou guerre Israël-Hamas ou destruction de Gaza est un conflit asymétrique, principalement urbain, opposant l'armée israélienne au Hamas, organisation politico-militaire islamiste palestinienne, à d'autres groupes armés palestiniens et à la population civile. Cette guerre se poursuit avec des



Anas al-Sharif, 28 ans, était l'un des visages les plus connus parmi les correspondants couvrant au quotidien le conflit à Gaza. DR.

bombardements de la bande de Gaza entrepris par Israël, puis avec l'invasion de ce territoire palestinien. Cinquième conflit direct entre Israël et Gaza, cette guerre s'inscrit plus largement dans le cadre des conflits israélo-palestinien et israélo-arabe.

**SOIXANTE MILLE
MORTS AU MOINS.**

L'opération initiale appelée opération Déluge d'al-Aqsa par ses instigateurs, consiste en une série d'attaques terroristes lancées depuis la frontière entre la bande de Gaza et Israël par le Hamas, appuyé par le Jihad islamique palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique pour la libération de la Palestine. Après le tir de plusieurs milliers de roquettes Qassam sur Israël, la barrière entre la bande de Gaza et Israël est enfoncée et plus de 3.000 assaillants palestiniens prennent d'assaut plusieurs installations ainsi que des

bases militaires, envahissent plus de vingt villes et kibboutz de l'enveloppe de Gaza, dans le district sud d'Israël, faisant environ 1.160 morts dont environ 800 civils avant de prendre 250 Israéliens et étrangers en otage au moins. En réaction, 200.000 Israéliens sont évacués par mesure de sécurité. Cette attaque est sans précédent dans le conflit israélo-arabe avec un nombre de morts et d'otages civils inédit dans l'histoire d'Israël.

Le même jour, Israël lance l'opération Épées de fer comprenant des bombardements aériens, le renforcement du blocus de la bande de Gaza déjà établi depuis 2007, et la fermeture de l'enclave aux journalistes étrangers. À partir du 13 octobre, Israël entreprend une invasion terrestre de la bande de Gaza, s'intensifiant à partir du 27 octobre, alors que des roquettes palestiniennes continuent d'être tirées sur Israël. Dans l'histoire des Palestiniens, le nombre de

morts provoqués par les opérations militaires israéliennes est d'une ampleur inédite. Au 16 avril 2025, l'UNICEF comptabilise plus de 51.000 morts palestiniens, dont au moins 15.000 enfants ; plus de 116.343 blessés, dont plus de 34.000 enfants ; et plus de 11.200 disparus. Soit plus de 60.000 morts au moins sans que le monde ne s'en émeuve véritablement.

Selon les Nations unies, 70 % des personnes tuées sont des enfants et des femmes. Le nombre de Palestiniens tués par jour atteint des niveaux très élevés comparés aux conflits récents, en Irak, en Syrie et en Ukraine. Il s'explique par l'intensité des bombardements israéliens, supérieure à celle observée durant toutes les guerres y compris la Seconde Guerre mondiale. Israël impose le déplacement de plus de 1,9 million de personnes, soit 85 % de la population de Gaza, du nord vers le sud, rappelant la Nakba de 1948, déplacement forcé de population qui a fait, de 711.000 Palestiniens, des réfugiés. L'Organisation des Nations unies dénonce un risque de génocide palestinien. Une crise humanitaire est provoquée par le siège militaire imposé par Israël à la bande de Gaza qui était déjà sous blocus depuis 2007. L'acheminement d'eau potable, de nourriture et d'électricité est interrompu par Israël, ce qui entraîne une pénurie de produits d'hygiène et de médicaments. A partir de fin décembre, Gaza est menacée par la famine : 93 % de ses habitants sont « en situation d'insécurité alimentaire aiguë », selon le Programme alimentaire mondial. 92 % des bâtiments résidentiels sont détruits à Gaza. Parmi les trente-six hôpitaux de Gaza, 24 cessent de fonctionner. Du matériel médical et des ambulances sont détruits, et beaucoup de personnel soignant est tué. Les conditions sanitaires dans les camps de réfugiés sont catastrophiques, d'où des risques épidémiques. La guerre s'étend dans la région du fait de la guerre entre Hezbollah et Israël ; l'évacuation des zones frontalières est massive dans les deux pays. Israël entreprend de nombreuses incursions en Cisjordanie. Les États-Unis envoient deux porte-avions dans la région, et l'intervention des houthis yéménites par le biais de tirs de missiles et l'envoi de drones font craindre son internationalisation. Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice rend une décision au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ordonnant à Israël d'empêcher tout éventuel acte génocidaire, et d'autoriser l'accès humanitaire à Gaza. En novembre 2024, la Cour pénale

internationale émet des mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant, ainsi que contre Mohammed Deïf, commandant de la branche armée du Hamas qu'Israël déclare avoir éliminé lors d'un raid aérien à Al-Mawasi. Un cessez-le-feu est conclu entre Israël et le Hamas le 15 janvier 2025, effectif à partir du 19 janvier suivant. Tsahal procède à des bombardements massifs le 18 mars 2025, rompant ainsi officiellement le cessez-le-feu. Depuis janvier 2025, Israël a étendu ses buts de guerre au «renforcement des opérations offensives» et sa politique de colonisation en Cisjordanie occupée[55]. Dans le même temps, Israël agrandit son occupation du territoire syrien tout en ayant bombardé la plupart des infrastructures militaires et se lance dans une guerre avec l'Iran pour détruire ses infrastructures nucléaires.

avec **AGENCES** ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-ÀFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de
la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/
L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

**Autorisation
de diffusion en R-DC.**
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.

ICP
InterCongoPrinters